



bimensuel

n°36. 19 octobre 1978

5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**France:
depuis la défaite
de l'Union
de la gauche**

**Vietnam:
trois ans après
la victoire, quelques
problèmes de la
révolution vietnamienne**

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction.
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



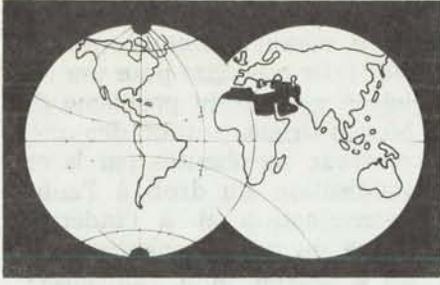
Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
Montreuil/Cedex - France.

NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Page 3	MOYEN-ORIENT : De Camp David à Beyrouth Livio Maitan
Page 5	IRAN : Le développement du mouvement de masse contre la domination du Shah Saber Nickbin
Page 11	FRANCE : Depuis la défaite électorale de l'Union de la gauche Pierre Frank
Page 15	FRANCE : Contre le plan Barre III ! Contre l'austérité ! Résolution du Comité central de la Ligue communiste révolutionnaire
Page 17	GRANDE-BRETAGNE : Callaghan et Ford contre la classe ouvrière Brian Grogan
Page 21	VIETNAM : Trois ans après la victoire, quelques problèmes de la révolution vietnamienne Pierre Rousset
Page 27	FEMMES : Encore une longue marche pour les femmes chinoises Livio Maitan
Page 28	FEMMES : Création de la Ligue socialiste des femmes Kawasaki Mutsugoro
Page 30	DOCUMENT : Le deuxième tome des œuvres de Trotsky est paru La déclaration des quatre du 26 août 1933

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Moyen-Orient

De Camp David à Beyrouth

Livio MAITAN

● Camp David, le nouveau conflit au Liban, la conférence tripartite de Washington ont à nouveau mis le Moyen-Orient au centre de l'attention mondiale. La situation continue à se modifier sans cesse et les équilibres qui se créent restent extrêmement précaires et fragiles. Toutefois, au cours des deux derniers mois, des changements sensibles se sont produits dans le rapport des forces et dans la situation des principaux protagonistes.

Les résultats de Camp David sont clairs dans leur portée essentielle. Le gouvernement sioniste d'Israël peut à juste titre crier victoire dans la mesure où il a réussi à approfondir la rupture entre les pays arabes, à neutraliser l'Égypte, principale force militaire arabe, à ne reconnaître sous aucune forme le mouvement palestinien et s'est encore moins engagé à accepter un projet de Palestine indépendante. A moyen terme, il peut aussi espérer obtenir des avantages sur le terrain économique, ce qui n'est pas sans intérêt pour lui dans le contexte de difficultés et de tensions croissantes de son économie avec toutes les répercussions inévitables d'ordre social. Le gouvernement égyptien peut compenser dans une large mesure l'isolement dans lequel il se trouve pour l'instant dans le monde arabe, par le renforcement de ses liens avec l'impérialisme - dans la perspective d'un appui à long terme sur

tous les terrains - et par l'avantage d'apparaître aux yeux des masses comme celui qui a mis fin à une guerre que la propagande officielle présente avec succès comme la cause des difficultés économiques et de la misère croissante de l'écrasante majorité de la population. L'administration Carter a réussi à marginaliser l'URSS, en faisant apparaître les États-Unis comme la seule puissance en état de jouer un rôle déterminant et à préserver et renforcer son alliance traditionnelle avec le sionisme qui reste un pilier de la stratégie impérialiste dans la région, à reconsolider en même temps ses liens avec le plus grands pays arabes.

Parmi les perdants, il y a avant tout le mouvement palestinien, mis hors du jeu, et notamment la direction modérée d'Arafat qui avait misé sur la solution de compromis du mini-État et qui désormais a non seulement perdu la reconnaissance partielle obtenue précédemment, mais qui s'est vu nier aussi explicitement le droit de déterminer le sort des populations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les protestations et les proclamations de solidarité platonique du Front de la fermeté ne sont qu'une maigre consolation y compris sur le plan purement propagandiste. En deuxième lieu, c'est la Syrie qui a essuyé un échec : à une échéance relativement rapprochée, elle pourrait se retrouver face à face avec Israël et l'impé-

rialisme et coincée au Liban dans une situation de plus en plus inextricable, sans aucune perspective concrète de solution de ses problèmes spécifiques. L'URSS aussi a perdu : elle n'a pas pu exercer une influence un tant soit peu importante dans toute l'affaire et pour rentrer dans le jeu, elle ne dispose maintenant que d'un allié somme toute peu digne de confiance, la Syrie d'Assad.

Quant aux États arabes conservateurs, Arabie saoudite et Jordanie, ils se trouvent dans une situation inconfortable. Ils ont en dernière analyse tout à gagner à une solution inspirée d'une perspective de *pax americana*. Eux aussi ont subi une marginalisation très nette et ils ont été mis face à un fait accompli. Ils ont peur surtout que, ne pouvant pas espérer une «solution pacifique» de leur problème national, les Palestiniens connaissent une radicalisation allant jusqu'à renverser leur direction actuelle, et créer en tout cas des situations conflictuelles susceptibles de mobiliser les masses d'autres pays arabes. C'est pourquoi, ils ont refusé de s'associer à Camp David, tout en laissant la porte entr'ouverte.

Toutefois, les événements du Liban ont rappelé brusquement à tous les porte-parole de l'impérialisme qui ont salué Camp David comme un triomphe de la paix, qu'une paix durable ne saurait être instaurée sur une

base sectorielle ou par des accords séparés. En fait, toute solution, même partielle, touche les intérêts de tout un éventail de forces et tout équilibre réalisé momentanément risque d'être remis en question à une échéance rapprochée.

Les mass media de la bourgeoisie ont fait grand bruit sur les actions entreprises par l'armée syrienne en s'efforçant de faire oublier le rôle joué par les milices réactionnaires des Chamoun et des Gemayel. Ce n'est pas ceux qui ont avalisé toutes les représailles du gouvernement sioniste et tous les massacres contre la résistance palestinienne de la Jordanie à Tell-al-Zah-tar, qui ont droit d'élever la voix pour condamner les bombardements syriens sur Beyrouth. Les véritables responsables de la tragédie actuelle, aussi bien que des tragédies des trente dernières années dans cette partie du monde, ce sont les sionistes, les impérialistes, les représentants des classes dominantes arabes, qui au-delà de leurs intérêts contradictoires, ont œuvré ensemble pour empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et d'affirmer son indépendance, et qui ont été inspirés surtout par la peur que les masses arabes se révoltent contre la misère et l'oppression dont elles sont victimes, en déclenchant la bataille anti-impérialiste à la dynamique anticapitaliste.

La riposte syrienne est une conséquence directe de Camp David. Face à la perspective d'une évolution négative pour elle du rapport de forces en cas d'une concrétisation des accords de Camp David, et donc face à la possibilité que les forces réactionnaires libanaises et Israël, soutenus par les États-unis s'efforcent d'imposer à la Syrie une solution défavorable aux problèmes qui la concernent le plus directement et susceptible de miner les bases d'un gouvernement fondé sur des équilibres instables et maintenu grâce à la répression la plus dure, Assad et compagnie veulent exploiter les marges dont ils disposent, non seulement pour frapper militaire-

ment le front réactionnaire libanais, mais aussi pour affaiblir la communauté chrétienne dans son ensemble en perpétrant des massacres aveugles, en détruisant ses conditions d'existence élémentaire et en la poussant finalement à un exode massif.

Cela ne signifie en rien que les dirigeants syriens se préoccupent en premier lieu de défendre les intérêts vitaux et les aspirations des masses libanaises et palestiniennes. L'armée syrienne est intervenue au Liban pour bloquer une situation où les progressistes libanais et les Palestiniens gagnaient du terrain et se sont heurtés directement à eux. Maintenant, des nécessités conjoncturelles ont poussé la bourgeoisie syrienne à renverser son orientation tactique, mais il n'est pas du tout exclu qu'elle fasse d'autres pirouettes. Assad et compagnie recherchent surtout une solution permettant une stabilisation de leur régime et ils ne sont pas du tout opposés à un compromis avec Israël et les États-Unis, même si c'est dans des termes différents de ceux que l'Égypte a acceptés.

Toutes les forces conservatrices indigènes et internationales ont, en dernière analyse, intérêt à ce que la logique d'ensemble de Camp David puisse prévaloir; c'est là-dessus que misent aussi bien Washington que Le Caire. Toutefois, étant donné que le mouvement palestinien existe toujours et n'a pas été substantiellement affaibli par l'agression israélienne du printemps dernier, que les masses des territoires occupés rejettent des accords qui foulent aux pieds leurs droits, que les classes dominantes arabes elles-mêmes sont divisées par des intérêts contradictoires, Camp David et d'autres accords analogues ne pourront qu'être imposés, y compris par les méthodes les plus brutales. Ce ne sera pas si facile et de nouveaux conflits sont inévitables. En ce sens, les événements récents du Liban pourraient être une anticipation d'autres événements dramatiques à une échelle plus vaste.

Les marxistes-révolutionnaires de la région doivent continuer leur lutte opiniâtre pour une solution globale du problème du Moyen-Orient autour des axes centraux représentés par la revendication du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple palestinien et de la bataille pour l'organisation indépendante des masses arabes exploitées, dans une perspective anti-impérialiste et anticapitaliste en même temps.

Cela implique le retrait immédiat des troupes sionistes de toutes les régions occupées dans le cadre de la lutte contre l'État sioniste d'Israël, le retrait des troupes de l'ONU du Liban, la dissolution des bandes armées réactionnaires de Chamoun et de Gemayel. Cela implique le rejet de toute illusion sur le rôle prétendument progressiste de l'armée syrienne dont la présence au Liban est fonction des intérêts de la bourgeoisie syrienne et de son groupe dirigeant. C'est pourquoi les troupes syriennes doivent elles aussi quitter le Liban.

Les masses libanaises et les militants palestiniens ne doivent confier leur défense à aucune armée impérialiste, camouflée ou non sous le drapeau de l'ONU, à aucune armée bourgeoise prétendument nationale. Les Palestiniens doivent continuer leur lutte armée indépendamment de tout État arabe et réaliser une convergence stratégique des luttes des masses palestiniennes, dans les zones occupées et ailleurs, avec les luttes contre l'impérialisme et les classes dominantes indigènes des masses de tous les pays arabes et avec les luttes en perspective des masses exploitées israéliennes elles-mêmes. Les ouvriers, les paysans et les étudiants libanais doivent organiser leur propre autodéfense de masse et lutter pour conquérir ou reconquérir leurs droits démocratiques, pour imposer la laïcisation totale du Liban, pour obtenir la convocation d'une assemblée constituante élue au scrutin proportionnel, par un seul collège et sur une base non confessionnelle.

Iran

Le développement du mouvement de masse contre la domination du Shah

Toutes les tentatives du régime du Shah pour mater le mouvement de masse et faire taire les critiques échouent les unes après les autres. La crise de la classe dominante iranienne ne fait que commencer.

Saber NICKBIN

L'apparition d'une profonde crise économique que nous avons expliquée dans un premier article (voir *Inprecor*, no 35 du 5 octobre 1978), couplée à l'impasse politique de la classe dominante iranienne a créé un rapport de forces favorable qui a permis à l'opposition à la dictature du Shah d'exploser en un puissant mouvement de masse.

Les récriminations des secteurs les plus faibles de la classe dominante (ceux qui ont le moins de part à la répartition des ressources de l'Etat) ont fait beaucoup pour jeter le discrédit sur les divagations du Shah à propos d'une « grande civilisation » et pour montrer qui étaient les responsables du gaspillage, de l'inefficacité, de la corruption et de l'échec. Cependant, c'est à l'appareil d'Etat lui-même qu'ils firent appel pour les sauver de la crise. Cela ne pouvait que les affaiblir eux-mêmes en même temps que l'autorité de l'Etat.

La petite-bourgeoisie qui pâtit le plus des « réformes royales », avait, depuis le début (c'est-à-dire depuis le début des années 60), attaqué la bureaucratie en tant qu'instrument de « la classe dominante dépendante pour détruire la culture et l'économie iranienne et offrir le pays, en bloc, aux étrangers ». Elle a intensifié ses attaques contre le gouvernement et la classe dirigeante dans son ensemble, ce qui, évidemment, a

eu pour résultat de rendre encore plus confuse la situation d'impasse où se trouvent les « réformateurs » au sein de la classe dirigeante. Ils tentaient de garder leurs distances vis-à-vis du gouvernement et d'éviter d'avoir à prendre la responsabilité de ses échecs. Ils devaient néanmoins obliger ce même gouvernement à appliquer une politique qui signifiait à terme la ruine de la petite-bourgeoisie. La classe ouvrière, jeune, n'ayant que peu d'expériences des luttes et inorganisée, s'est mise, malgré la répression constante, à entreprendre grève sur grève. L'Etat a essayé d'y mettre fin de la façon qu'il connaît le mieux : en envoyant la police et la SAVAK (police politique) attaquer brutalement les grévistes, arrêter et emprisonner les dirigeants et en licenciant des dizaines de travailleurs. Mais la bourgeoisie ne pouvait pas supporter le coût de telles méthodes de briseurs de grève en ces temps économiquement troublés. Et chaque fois qu'elle reculait, cela créait une incitation puissante à la grève dans d'autres secteurs. Certaines grèves furent donc brutalement écrasées, mais beaucoup obtinrent la satisfaction des revendications. A son tour, cela affaiblissait la possibilité pour la classe dominante d'imposer son plan d'austérité, rendait plus aigües les rivalités inter-bourgeoises et érodait l'autorité de l'Etat et de la Cour royale.

C'est dans cette atmosphère de lutte de classes très intense que le mécontentement popu-

laire dans le pays, qui existait depuis le coup d'Etat de 1953, a grandi et atteint son point d'ébullition. La situation était extrêmement aggravée par la présence de la masse énorme et sans cesse croissante des pauvres des villes (émigrés de la campagne, qui rien qu'à Téhéran dépassent les 600 000), par le fossé choquant entre les riches et les pauvres et par le manque de biens de première nécessité comme le logement et la nourriture, dont le gouvernement ne tente même pas de faire semblant de se préoccuper. Tout ceci ajouté à la manifestation criante d'une corruption et d'une décadence extrêmes (qui grâce aux revenus du pétrole ont maintenant été multipliées par dix) a mis tout le monde à bout de patience. Tandis que la machine de propagande du gouvernement annonçait, avec la pompe et les fastes habituels, qu'il serait bientôt possible d'aller en Concorde de l'Europe à l'île de Keesh (la résidence de vacances privée et select du Shah, équipée avec ce qu'il y a de mieux en tout, y compris les fameuses prostituées internationales de Madame Claude), les troupes du Shah étaient en train d'expulser les misérables habitants des bidonvilles autour de Téhéran et de détruire leurs cabanes.

Dans ces conditions insupportables, l'émergence d'un mouvement d'opposition était inévitable et comme il éclatait de toutes parts, le régime essaya de le liquider. Mais cette fois, cela n'a pas marché. La répression sauvage déchaînée par le régime pour écraser et détruire toute forme d'opposition à sa domination s'est retournée contre lui. Chaque acte de répression, au lieu de faire taire les protestations, devenait, dans ces conditions, la raison de plus grandes radicalisations et du développement de l'opposition au pouvoir du Shah. Ceux qui avaient rassemblé leur énergie et leur haine contre la dictature pendant 25 ans ne se laisseraient pas arrêter par la répression. Toute brutale action de représailles amenait une extension de l'opposition au régime. De plus, celui-ci ne se trouvait

plus face à des cas de mécontentement isolé qu'il aurait pu écraser sans même un murmure venu d'un autre secteur de la population. Au contraire, toute action entreprise par un quelconque secteur contre le régime rencontrait immédiatement une sympathie active parmi les autres couches. Dès que le régime cherchait à faire taire une opposition, d'autres secteurs protestaient et organisaient des actions de solidarité.

En ce sens, un mouvement pour les droits démocratiques et contre la dictature du Shah grandit très rapidement et prit des dimensions imposantes en l'espace d'une année. Au cours de son développement, ce mouvement atteignait chaque jour de nouvelles couches de la population et s'étendit jusqu'aux coins les plus reculés du pays. Même des prisonniers politiques, victimes antérieures ou actuelles de la répression, commencèrent à organiser des luttes dans les prisons de la SAVAK. En grandissant, le mouvement commença à prendre conscience de sa propre force et malgré la répression sauvage du régime, il ne s'est jamais arrêté pour longtemps. Chaque fois que le gouvernement a essayé d'utiliser la carotte pour gagner du temps et estomper le mécontentement, cela n'a fait qu'encourager de nouvelles protestations encore plus ouvertes.

Chaque fois que le régime a eu recours à la force pour faire taire les critiques, il n'a réussi qu'à enseigner à ses opposants des formes plus militantes de combat. Quand on revient sur les événements de la dernière période, on voit comment un mouvement de protestation qui avait commencé par des lettres ouvertes et des pétitions, s'est terminé par une mobilisation de masse de millions de personnes criant : «*Mort au Shah !*», qui ne fut étouffée que grâce à des dizaines de milliers de soldats armés de tanks et à l'alliance pas très sainte de tout de que les forces de réaction ont pu rassembler internationalement, de Carter à Hua Kuo feng.

LES DIFFERENTES PERIODES DU MOUVEMENT DES MASSES

Le développement du mouvement politique contre la dictature du Shah peut être divisé en trois périodes : du début du printemps à décembre 1977, de janvier à juin 1978, et de juillet à septembre 1978.

La première période a été marquée par un accroissement soudain du nombre de lettres ouvertes signées par des personnalités connues, des anciens di-

poètes dénonçait dans un style vigoureux les attaques du régime contre la liberté des activités artistiques et intellectuelles, exigeant la légalisation de l'«*Association des écrivains iraniens*» interdite, et la fin de la censure, alors que, de l'autre côté, un certain nombre de dirigeants de l'ancien Front national, restés longtemps inactifs, écrivaient une lettre au Shah lui demandant de «*respecter réellement la constitution iranienne*» s'il voulait sauver le pays des «*difficultés qui menacent son avenir*». Le premier type de lettres ouvertes était écrit par ces couches et groupes qui soit avaient des traditions de lutte pour les droits démocratiques, soit étaient en position de force relative, parce que leur cause était évidemment juste et pouvait bénéficier d'un large soutien, ou bien parce que leurs demandes étaient très modérées. Le deuxième type de lettre ouverte émanait de nouvelles formations politiques réformistes telles que le «*Mouvement radical d'Iran*», de dirigeants des nuances diverses des vieux partis bourgeois libéraux et petits-bourgeois nationalistes appartenant à la période d'avant 1953, et de toutes sortes de personnalités, des intellectuels libéraux très radicaux aux ultra-nationalistes.

Ce déferlement de lettres ouvertes était symptomatique. Dans la période précédente, en effet, personne n'osait signer de son nom de tels documents : il aurait risqué la prison, voire la mort. Les possibilités nouvelles d'expression des oppositions étaient partiellement liées à l'isolement croissant du régime du Shah sur le plan international, aux espoirs soulevés par la démagogie de Carter sur les «*droits de l'homme*», aux difficultés grandissantes rencontrées par le Shah sur le plan intérieur. Le point tournant de la situation vint quand l'Association des écrivains engagea de premières actions de masse : la lecture publique de poèmes rassemblant jusqu'à 20 000 participants. D'autres couches intellectuelles commencèrent à s'organiser.

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

- no 30 : entièrement consacré à l'impérialisme français en Afrique; (8 juin).
- no 31 : le débat interne au PCF et une interview de Bernadette Devlin (dont l'organisation s'apprête à rejoindre la IVe Internationale); (22 juin).
- no 32 : appel du fils de Boukharine pour la réhabilitation de son père et une longue interview d'Hugo Blanco après le succès électoral des révolutionnaires au Pérou (6 juillet).
- no 33 : numéro spécial Dixième anniversaire de l'invasion en Tchécoslovaquie (20 juillet).
- no 34 : 40e anniversaire de la IVe Internationale; la crise en Indochine; la politique extérieure de Cuba (21 septembre).
- no 35 : Iran : la crise du régime, Nicaragua : à bas la dictature; Pérou : Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir, discours de Hugo Blanco à Tacna (5 octobre).

rigéants politiques, des groupes professionnels, des formations politiques récemment déclarées, etc. Adressées au gouvernement, elles protestaient contre les divers aspects de la situation qui prévalait dans le pays. Parmi les plus importantes d'entre elles, il y en avait de deux types clairement distincts : celles qui exigeaient certains droits démocratiques du régime, et celles qui offraient des conseils ou avançaient des programmes politiques visant à aider à la transformation ou à la réforme du système. Par exemple, d'un côté, un groupe d'écrivains et de

Par ailleurs, le nombre de grèves économiques avait nettement augmenté et atteint un chiffre sans précédent (31 grèves connues dans les premiers six mois de l'année). Les luttes étudiantes avaient pris des formes très militantes et s'étaient étendues à presque toutes les universités iraniennes. C'est en octobre 1977 que le mouvement a pris une ampleur nouvelle : le combat pour le retrait des gardes des campus et le droit des étudiants à avoir leurs propres bibliothèques s'est étendu à beaucoup d'universités, donnant lieu à de nombreuses manifestations de rues. Mais c'est probablement dans les quartiers pauvres de Téhéran que l'épreuve de force la plus importante de cette période s'est déclenchée; quand la population a refusé de quitter les bidonvilles dont on voulait la chasser. Après des semaines de lutte, de combats corps à corps avec la police, plusieurs occupations de l'hôtel de ville, diverses manifestations, elle a forcé le gouvernement à battre en retraite.

L'inquiétude du régime grandissait progressivement. Peu à peu, en effet, les luttes hier séparées tendaient à se coordonner, les revendications perdaient leur aspect sectoriel. Le gouvernement voulait serrer brutalement la vis, mais il devait d'abord préparer le terrain politique; d'où la visite du Shah à Washington en novembre qui devait rappeler à la bureaucratie et aux membres vacillants de sa classe que Carter l'appuyait encore. Les repréailles brutales ont commencé. Les étudiants ont été frappés à l'intérieur des campus, un certain nombre d'écrivains ont été arrêtés, les meetings ont été dispersés violemment par des bandes de rôdeurs et d'assassins organisés par la SAVAK, plusieurs personnalités connues ont été kidnappées et battues presque à mort, des bombes ont explosé chez des dirigeants de l'opposition et dans les bureaux d'avocats connus. Les membres dirigeants du Parti Rastakhiz du Shah invitaient maintenant les « patriotes », c'est-à-dire la SAVAK, à organiser des « bri-



gades de revanche» et des « gardes de défense nationale » pour combattre les « fauteurs de troubles dirigés de l'étranger qui veulent détruire la stabilité de l'Iran ». L'effondrement de l'opposition n'a pas, néanmoins, mis fin aux protestations. Pour la première fois, une grève générale politique a eu lieu dans toutes les universités d'Iran, un flot de lettres de mécontentement a été publié, des comités de défense ont été formés, des conférences de presse en présence d'observateurs internationaux ont même eu lieu, les prisonniers politiques ont fait la grève de la faim, des avocats ont mis en cause le procureur, des meetings de rue ont été organisés.

Surtout, l'opposition religieuse au régime du Shah est redevenue active. Durant cette période de répression, le régime a attaqué beaucoup de cérémonies religieuses chiites (à la fin novembre et au début de décembre) qui étaient utilisées pour organiser le soutien aux victimes de la répression. Dans beaucoup de villes, les dirigeants religieux locaux ont été exilés, et plusieurs ont été arrêtés. Des chefs chiites importants comme l'Ayatollah Khomeini ont écrit des témoignages condamnant la loi brutale du Shah et critiquant « ceux qui attendent qu'il revienne à la loi constitutionnelle ». Il invitait aussi tous ses partisans à s'unir dans leur protestation contre le régime et appelait l'« Armée islamique » à se libérer de la « honte de l'esclavage entre les mains d'étrangers ».

C'est cet arrière-plan là qui permet de comprendre la nouvelle vague de mobilisation de masse qui a suivi cette période de répression et les attaques diffamatoires contre Khomeini publiées dans *Etefaat*, le quotidien de Téhéran contrôlé par le gouvernement, en janvier 1978.

Face à cette provocation, des protestations de masse se sont multipliées à Qom, la ville religieuse la plus importante d'Iran. Pendant trois jours, tout Qom a été en grève et de grandes manifestations ont eu lieu, associées à des meetings et à de violents discours des Ayatollahs attaquant sévèrement le régime. L'armée a été finalement envoyée pour écraser les manifestations, elle a ouvert le feu et cent personnes au moins ont été massacrées. La mobilisation de masse s'est étendue à beaucoup d'autres villes. Presque tous les chefs religieux ont condamné ce massacre brutal et ont appelé à une journée nationale de deuil pour le 18 février, le quarantième jour après le massacre de Qom. Le cycle de quarante jours de mouvements de mécontentement des masses, aujourd'hui bien connu, a suivi.

La caractéristique fondamentale de cette période, qui la distingue de la précédente, est l'ampleur des manifestations de rue entraînant un large éventail de groupes sociaux : la petite-bourgeoisie, les indigents de la ville et, dans une certaine mesure, ceux de la campagne, les ouvriers, les étudiants, etc. Les protestations, bien que leur nature politique ait été plutôt confuse, étaient beaucoup plus

générales et plus clairement dirigées contre le Shah et sa tyrannie. Lors de ces mobilisations, les manifestants se sont attaqués à des bâtiments gouvernementaux, aux bureaux du « Rastakhiz » (Parti universel de la renaissance nationale) si détesté, à des banques, à des instituts officiels d'assistance sociale, et à tout ce qui avait un rapport avec l'impérialisme, surtout américain.

Tous ces mouvements ont été réprimés par l'armée et la police, au prix de nombreux morts et blessés. Mais le cycle de mobilisation ne pouvait pas être arrêté. Quarante jours après chaque massacre, une protestation encore plus massive avait lieu. En l'absence de toute organisation, et sous le contrôle sévère des forces répressives, les masses ont fait bon usage de cette ancienne tradition qui consiste à pleurer les morts le quarantième jour après leur décès, pour organiser des manifestations simultanées dans les coins les plus éloignés de ce vaste pays. Quarante jours après chaque massacre, chacun savait que tous les autres allaient manifester !

D'autres luttes importantes ont eu lieu. En Azerbaïdjan et au Kurdistan, où vivent les deux plus importantes nationalités opprimées, les premiers signes de résurgence du mouvement pour l'auto-détermination sont apparus. En Azerbaïdjan, beaucoup de manifestations ont eu lieu où des slogans protestant contre l'oppression nationale ont été lancés, et les habitants ont tenu des assemblées où ils par-

« Le secrétariat de l'Internationale socialiste a publié ces jours-ci à Londres une déclaration qui affirme son soutien aux forces progressistes iraniennes et condamne « les massacres perpétrés par les troupes du Shah d'Iran ». L'Internationale socialiste souligne également les responsabilités des Etats-Unis « qui, jusqu'à présent, aident au maintien d'un régime répressif », alors même que Washington affiche sa volonté de mener une politique étrangère respectueuse des « droits de l'homme ».

Cette opposition entre les paroles et les actes n'est malheureusement pas le seul fait des Etats-Unis. Elle illustre l'attitude de l'Internationale socialiste dans de nombreuses circonstances.

Et précisément à propos des événements qui viennent d'ensanglanter l'Iran.

La direction de l'Internationale socialiste ne dit mot, en effet, du message de soutien que le premier ministre de Grande-Bretagne a adressé au Shah. Pourtant, James

Callaghan, qui est aussi leader du Parti travailliste, l'un des piliers de l'Internationale, écrivait au roi des rois, que « la stabilité et la prospérité de l'Iran ont une importance essentielle pour ses amis et ses alliés ».

Quelques jours plus tôt, au Parlement européen, le groupe socialiste avait fait repousser une motion des communistes français et italiens contre les massacres. Le porte-parole de ce groupe était un député travailliste. Et les députés du PS français se sont inclinés sous la pression des autres membres de l'Internationale, comme le prouve leur renoncement à voter la motion communiste ou à en présenter une autre, publiquement, en leur nom propre.

L'initiative du secrétariat de Londres est donc non seulement tardive - le Shah a eu tout le loisir d'écraser les manifestations populaires, avec l'aide et la bénédiction de MM. Carter et Callaghan - mais a un parfum de double jeu. De la gauche, l'IS condamne les tyrans, de la droite les dirigeants socio-démocrates au pouvoir les encouragent. »

laient leur propre langue interdite, le turc. Pendant toute la seconde période, le mouvement de masse n'a été nulle part plus étendu et plus militant qu'à Tabriz (la ville principale de la province) lors du premier des cycles de quarante jours, le 18 février 1978. Ce jour-là, les manifestations ont rempli la ville pendant plusieurs heures, et le gouvernement a dû envoyer des troupes et des tanks de l'ex-

térieur, et se frayer la voie à coup d'obus. Les soldats en poste dans la ville avaient refusé de tirer. Au Kurdistan, la mort d'un combattant kurde populaire qui venait de sortir de prison, a suscité en juin 1978 une manifestation de 20 000 personnes réclamant un « Kurdistan libre et indépendant ».

Les plans du régime avaient totalement échoué, provoquant



ces cycles de mobilisation. En attaquant Khomeini, il avait cherché à bloquer l'entrée dans l'opposition active de la hiérarchie religieuse. Le régime voyait avec une inquiétude toute particulière les quinze ans d'exil de Khomeini arriver à leur terme : ce dernier devait pouvoir rentrer bientôt en Iran. Le gouvernement espérait, en isolant les opposants les plus radicaux tels que Komeini, obliger les dirigeants les plus conservateurs à prendre positions en faveur du régime. Mais, par l'action de ces derniers, il avait en fait placé l'aile gauche à la tête du mouvement qui lui-même avait pris un caractère de masse.

Le régime a certes cru qu'il en allait autrement. Après le dernier cycle, le 9 mai, aucune mobilisation nationale de rue n'a eu lieu. Les dirigeants religieux eux-mêmes se sont opposés activement à toute nouvelle répétition des manifestations de masse. Les masses elles-mêmes apparaissaient soumissives. Les massacres avaient levé un lourd tribut : plus de 4000 personnes en quelques mois. L'anniversaire des massacres de juin 1963 (une date importante, où plus de 10000 personnes participant à une mobilisation nationale contre la « Révolution blanche » du Shah avaient été tuées par l'armée, et après laquelle Khomeini avait été exilé) s'est déroulé sans grand écho. Beaucoup de chefs religieux et la plupart des politiciens libéraux bourgeois avaient demandé aux masses de rester à la maison et de faire une journée pacifique de protestation de peur d'un possible bain de sang. Nous étions dans une période d'accalmie relative. Le gouvernement pensait avoir finalement endigué la marée. Mais alors, une troisième période de mobilisation a commencé.

Elle commença de façon tout à fait spontanée. Dans nombre de villes, des incidents aboutirent à des heurts sanglants avec l'armée. La tension était devenue si aigüe qu'un rien pouvait réduire à néant la fragile pause. Manifestations au cri de « mort

au Shah », nouveaux heurts avec l'armée, barricades - à Qom par exemple - devinrent monnaie courante. Non seulement tout ceci était spontané, mais d'un caractère militant tout à fait remarquable; tant sur le plan de la détermination à se battre et des moyens employés, que du point de vue de la radicalisation politique des mots d'ordre mis en avant. Le pouvoir ne devait pas tarder à se rendre compte qu'il avait fait un faux calcul : le mouvement de masse ne faiblissait nul-

pagande, l'opération échoua totalement. Le nombre de manifestations se déroulant au cri « Le Shah au feu ! » en témoigne éloquemment.

La situation demeurant explosive, le pouvoir eut recours à un autre artifice : un changement de gouvernement. Amou-zagar fut donc remplacé par Sharif Emmani, l'opération étant présentée comme une concession de la classe dominante à l'opposition. L'objectif de cette manœuvre était de faire



lement, au contraire. Après l'occupation de Shiraz et d'Isfahan par la troupe, et la proclamation de la loi martiale le 10 août, il arriva plus d'une fois que les militaires refusent de tirer. La loi martiale ne fut pas prise au sérieux par la population : elle savait qu'Isfahan ne pouvait rester longtemps isolée tandis que le reste du pays demeurait en ébullition.

Le gouvernement décida d'appliquer une ligne simple : répression généralisée. C'est pour préparer le terrain à une opération d'une telle envergure que les petits Hitlers de la SAVAK organisèrent l'incendie criminel du cinéma d'Abadan. Le pouvoir tenta d'utiliser les 700 victimes contre l'opposition. Du point de vue de la pro-

diversion par rapport au massacre d'Abadan et de gagner du temps avant la phase suivante de la stratégie précédemment mise en place de répression brutale. Le nouveau Premier ministre promit « une marche rapide en direction d'un climat politique totalement ouvert ». Il forma ce qu'il appelle un « gouvernement de réconciliation nationale ». Il annonça également sa volonté de négocier avec les dirigeants politiques et religieux de l'opposition. Pendant quelques jours la censure de la presse fut relâchée. Des interviews de dirigeants de l'opposition furent publiés dans des quotidiens semi-officiels et le bruit circula qu'une visite à Najaf avait été organisée pour apaiser Khomeini. Des « élections libres » furent promises pour



L'une des premières victimes de la loi martiale : Ali-Asghar Hadj Seyyed-Javadi, membre du bureau exécutif de l'Association des écrivains iraniens, poursuivi par la SAVAK.

l'été prochain et la «liberté d'action» garantie aux partis politiques «légitimes». La manœuvre semble avoir réussi auprès des partis politiques en question. Il y eut même une floraison de nouveaux partis. En quelques jours, 14 se firent connaître. Des oppositionnels notables se déclarèrent partisans de donner au gouvernement le temps de faire ses preuves ; l'incendie d'Abadan n'était même plus évoqué ! Les masses, quant à elles, ne s'en laissèrent pas conter : la composition du cabinet ministériel montrait trop clairement que le plan du Shah n'était nullement une «réconciliation» quelconque mais une nouvelle attaque frontale. Le gouvernement est en effet composé d'individus plus réactionnaires encore que les ministres d'Hoveida. Le Premier ministre en personne est l'un des fidèles les plus écoutés du Shah. Son ministre de l'intérieur est le général Abbas Gharabaghi, chef de la gendarmerie nationale. Qui plus est, tandis que les dirigeants des partis «légitimes» flirtaient avec le nouveau gouvernement, les ser-

vices secrets arêtaient les militants et les dirigeants religieux radicaux dans diverses localités. Encore plus parlant, le fait que deux jours avant le changement de gouvernement, un ordre ultra-secret parvenait à tous les chefs des forces armées, de gendarmerie et de police afin de se tenir en état d'alerte, d'interdire tout départ, de rattraper toute personne déjà partie. Les mouvements de troupe divers enregistrés ces jours-là, montraient que l'armée avait l'ordre d'intervenir dans les villes où les heurts avaient eu lieu et où aucune division n'était postée. Clairement, la classe dominante avait abouti à la conclusion que le Shah lui était nécessaire et elle se préparait à un pouvoir militaire. Le seul problème était celui du temps et de l'opportunité.

Le changement de gouvernement ne freina ni les nombreuses manifestations de masse dans les villes principales du pays, aboutissant fréquemment à des heurts sanglants avec la police, ni des grèves considérables dans les usines de Téhéran, Tabriz, Ahwaz, Arak, Qazoum et Behshar. Ces grèves permettent, là, de voir les syndicats

gouvernementaux mis en cause par les ouvriers; ici, les travailleurs s'en prendre directement au patronat en revendiquant l'ouverture des livres de comptes. La politisation croissante se précise au cours des diverses actions et manifestations tant il est vrai que les mots d'ordre qui se généralisent sont du type : «Mort au Shah !», «Libérez tous les prisonniers politiques», «Palestine, nos frères héroïques», «Le Shah n'est que le valet de Carter», etc.

La loi martiale décrétée par le gouvernement pour six mois, le matin du «vendredi noir», eut comme premier résultat, on le sait, la tuerie la plus sauvage jamais vue même dans l'Iran du Shah. La classe dominante pense avoir reculé les échéances et procuré quelque répit à son Shah. Mais nous voyons d'ores et déjà poindre une nouvelle phase de luttes des masses iraniennes. Non seulement les manifestations ont repris dans une vingtaine de villes mais, plus important encore, un mouvement de grèves ouvrières sans précédent est en train de se développer. En vérité, la crise de la classe dominante iranienne ne fait vraiment que commencer.

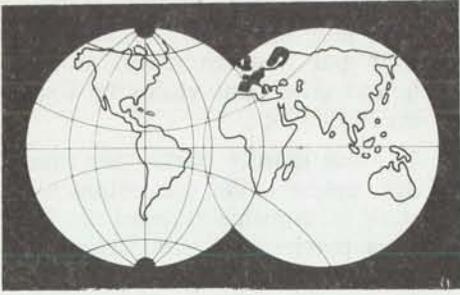
Pour le 40^e anniversaire
de la fondation de la IV^e Internationale

en souscription



Un volume, format 13,5 x 21 cm, de 420 pages, avec une introduction pour chaque conférence ou congrès, des notices historiques et les biographies de personnalités et militants cités.

Parution : fin novembre 1978.



France

Depuis la défaite électorale de l'Union de la gauche

*Le PC polémique lourdement contre le PS.
Il convainc d'autant moins qu'il n'a pas de ligne
politique réellement alternative à celle de son allié d'hier.*

Pierre FRANK

● Six mois se sont écoulés depuis la défaite électorale de l'Union de la gauche. Après quelques années d'espoir des masses dans une victoire, après l'obtention en mars 1977 d'une majorité de voix aux élections municipales, la discorde entre PC et PS éclata et s'aggrava au fil des jours dans les mois qui précédèrent le scrutin, de telle sorte que le jour du vote, l'Union de la gauche et son « programme commun » n'apparaissaient plus aux yeux des électeurs que comme une coquille vide de substance. Les deux partis, PC et PS, n'ont eu depuis lors aucun rapport direct (1). Le PC mène une campagne quotidienne contre le PS; ce dernier y répond - moins souvent il est vrai - de façon à se présenter comme l'agressé. Semi-vérités et petits et grands mensonges sont délivrés de part et d'autre contre « l'allié » d'hier. Tout en échangeant des propos moins venimeux et tout en s'étant rencontrés, CGT et CFDT ne mènent plus d'actions communes, sauf lorsqu'elles y sont contraintes et forcées, localement ou dans des branches, par des luttes où leurs membres sont impliqués. Encore n'est-ce pas toujours le cas. En septembre, la rencontre des secrétaires généraux des deux confédérations syndicales s'est soldée par un cynique constat de désaccord et de refus d'organiser une riposte commune à l'application du 3ème plan d'austérité du gouvernement Barre.

Par suite de la défaite électorale, la perspective d'un gou-

vernement de l'Union de la gauche a disparu et, avec elle, pour le moment toute perspective plausible pour la grande masse des travailleurs. Une des conséquences en est la faiblesse des rares manifestations. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne se passe rien.

LA MAJORITE GOUVERNEMENTALE PERD DU TERRAIN

En août et septembre, des élections partielles ont eu lieu à la suite de l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de cinq députés en mars dernier : un membre du PC élu dans la banlieue parisienne, deux socialistes élus en province (l'un dans le Pas-de-Calais et l'autre dans le Gers, c'est-à-dire dans le Nord et le Sud du pays), et deux majoritaires, le président du Parti radical (giscardien) élu dans l'Est du pays, et un gaulliste, bras droit de Chirac, élu à Paris. L'ensemble de ces élections partielles est ainsi représentatif de différentes régions et fournit des réponses à plusieurs questions sur l'état d'esprit actuel dans le pays et sur les rapports du PCF et du PS avec les masses.

Un premier fait s'impose : quelle que soit la circonscription, les candidats de la majorité, UDF ou RPR, perdent un nombre relativement important de voix. Les deux d'entre eux qui étaient soumis à réélection sont sévèrement battus : là où ils avaient été élus quelques

mois plus tôt avec quelques voix d'avance, ils ne retrouvent plus que 41 ou 46% des suffrages. Ces élections ont ainsi montré que la politique Giscard-Barre est condamnée par la population et que le mécontentement des masses grandit. Le chômage montant en flèche, l'inflation qui persiste, l'augmentation des prix des services publics, la liberté accordée aux prix industriels et bientôt à ceux de tous les services, tout cela attise le mécontentement. Certains politiciens bourgeois commencent à exprimer des inquiétudes sur la politique gouvernementale pour tenter d'en dégager si possible leurs responsabilités, non pour la changer.

Le petit nombre présent de grèves - souvent dures mais rarement durables - qui se produisent n'est pas le signe d'une démoralisation des masses à la suite de la défaite électorale; il est le résultat, outre l'absence de perspective politique, du manque d'unité des organisations ouvrières autour de revendications générales communes relatives à la semaine de travail (35 heures), au SMIC, à une augmentation égale des salaires susceptibles de donner aux masses un axe de combat en direction d'une lutte généralisée à échéance plus ou moins proche. Ni le PC ni le PS ni les centrales syndicales (CGT, CFDT, FO, FEN) ne s'orientent dans ce sens, malgré l'expression d'une forte aspiration unitaire dans les luttes actuelles, qui ont aussi sanctionné les derniers résultats électoraux.

PROGRESSION DU PS, RECU DU PC

Les élections partielles sont également riches d'enseignements quant à l'évolution des deux grands partis ouvriers avec les masses travailleuses. Dans la banlieue parisienne, le PS avait décidé de ne pas présenter de candidat contre l'élus du PC qui avait été invalidé. Réciproquement dans le midi de la France, le PC ne présentait pas de candidat contre l'élus socialiste invalidé. Dans les deux cas, les candidats ont été réélus avec un plus grand nombre de voix.

Ailleurs, il y avait un candidat de chacun de ces partis, y compris dans le Pas-de-Calais où c'était un élus du PS qui avait été invalidé. Dans leurs campagnes, les candidats du PC reprenaient contre les candidats du PS les mêmes termes que *l'Humanité* emploie chaque jour, dans plusieurs de ses rubriques, contre ce parti. En vérité, le PC cherchait surtout dans les circonscriptions ouvrières à endiguer la progression du PS et, si possible, à retrouver la situation d'antan où il se targuait d'être le « premier parti de la gauche ».

Des résultats électoraux, on peut tirer une première conclusion : dans tous les cas où il y a eu un second tour, les voix récoltées par les deux partis se sont retrouvées sans aucune perte sur les candidats uniques du second tour. Autrement dit, la politique gouvernementale aidant, les travailleurs n'abandonnent en aucune façon leur désir et leur espoir d'une unité d'action de ces deux partis : ils ne voient à présent d'autre solution à la situation qui leur est faite par le pouvoir que dans une telle union.

Mais ces élections ont apporté une autre constatation : partout où il y a eu compétition entre ces deux partis, les candidats du PS ont gagné des voix tandis que ceux du PC en ont perdu (2). Les chiffres de gains et de pertes sont inégaux suivant les circonscriptions, mais la tendance est générale et n'a rien d'accidentel. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cela se produit depuis la constitution de l'Union de la Gauche

en 1972. Déjà un an après, la direction du PCF avait remarqué, à l'occasion des élections législatives de 1973, que le PS profitait davantage de l'accord des deux partis. Cela s'était confirmé lors d'élections partielles en 1974 et, pendant quelques temps, la direction du PC avait procédé à des attaques contre le PS qui ne donnèrent aucun résultat. Les élections municipales de mars 1977 non seulement confirmèrent cette tendance, mais montrèrent également que le PC perdait électoralement à la fois sur sa droite au profit du PS et sur sa gauche au profit de candidats d'extrême-gauche. C'est à la suite de cela qu'il commença à « gauchir » son langage (pas sa politique) et à mener une offensive acharnée contre le PS qui conduisit aux résultats connus de mars 1978.

Vient de paraître

CAHIERS DE LA TAUPE NUMERO 24

(15 septembre - 15 octobre)

AU SOMMAIRE

Dossier : le plan Barre III et la riposte ouvrière :

- 1) Austerité, ça continue de plus belle.
- 2) Le plan Barre III au service direct de la restructuration capitaliste.
- 3) Porter la concurrence dans les rangs des travailleurs.
- 4) La réponse des directions syndicales et la riposte ouvrière.

Renault-Cléon, juin 1978.

Arsenal de Brest : interview.

Soldats : en pleine campagne perm-transports, le mouvement des soldats après l'appel des 100.

En vente à la librairie La Brèche
10, impasse Guéméné, Paris, IVe,
6F.

Abonnez-vous : dix numéros, 50 F.
chèque à l'ordre des éditions La
Brèche, à envoyer aux Cahiers de la
Taupe, 2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil.

Pourquoi le PC perd-il dans les circonstances actuelles d'un mécontentement croissant des masses et pourquoi son offensive contre le PS ne donne-t-elle pas de résultats ? Sans se livrer à de longs développements, on doit dire :

1. les attaques contre le PS, sous leur forme outrancière, ne sont pas convaincantes, même quand elles sont vraies en tout ou en partie;

2. une grande partie des masses, même celles qui votent encore communiste, rend le PC plus particulièrement responsable de la division présente;

3. Le PC se borne à critiquer le PS mais il ne présente pas en alternative une politique vraiment différente de celle du PS.

Dans ces conditions, à l'exception de ceux qui suivent le PC aveuglément - et leur nombre diminue, y compris au sein de ce parti -, le PS apparaît comme étant le mieux placé pour rassembler autour de lui le plus grand nombre d'électeurs et avoir le plus d'élus. C'est une question de « vote utile » et non de meilleure politique.

DIFFICULTES INTERIEURES DES DEUX PARTIS

Malgré ses succès électoraux, le PS ne pouvait pas ne pas être affecté par la défaite de l'Union de la gauche, car une question essentielle reste posée pour lui : comment accéder au gouvernement si le PCF continue à faire des siennes ou si une telle menace subsiste dans une alliance avec lui ? Jusqu'à présent personne dans le PS ne propose de chercher une entente politique avec une quelconque formation de la majorité ni même de renoncer à une « union de la gauche ». Sur ce point, le débat ne pourrait porter que sur la forme et le contenu politique que celle-ci devrait prendre. Agir autrement serait revenir à une politique de « troisième force » à la Guy Mollet et amènerait immédiatement l'arrêt de la progression électorale du PS et même la perte de tout ce qu'il a gagné au cours de son alliance avec le PCF. Aujourd'hui les difficultés au sein du PS prennent un tour personnel. Malgré le rôle qu'il a joué dans la remontée spectaculaire du PS depuis 1971, Mitterrand se trouve maintenant contesté sous une forme encore prudente. Les sommets du parti s'agitent autour de sa « succession » car il pourra difficilement

se présenter comme candidat à la présidence de la République pour la troisième fois après deux échecs. Cette lutte ne pourra cependant manquer de prendre des contours plus ou moins précis dans le courant de l'année prochaine à l'occasion du Congrès du PS qui s'y tiendra.

Quant au PC, on se souvient de la vague de contestation qui s'y manifesta après les élections jusqu'aux vacances (3). Au cours de celles-ci, la direction ajusta sa politique en vue de reprendre fermement le contrôle du parti. A la veille de la rentrée, elle fit publier un livre de quelques intellectuels de service intitulé *L'URSS et nous*, destiné à montrer aux membres du parti qu'elle ne reculait pas sur la question de l'Union soviétique, qu'elle faisait au contraire quelques pas de plus pour s'en différencier sans toutefois rompre avec elle (4). En même temps, Marchais déclarait publiquement qu'il n'y avait pas de « contestataires » dans le parti, mais seulement quelques « camarades » qui discutaient et qui avaient le droit d'être d'un avis opposé au sien. Cet ajustement où rien n'est changé à la politique générale du parti, surtout pas à l'égard du PS, a pour but évident de rassurer ceux des membres du parti qui craignaient que les attaques contre le PS étaient dues à un abandon de la « ligne du XXIIe Congrès ». Mais il ne peut affecter la masse des électeurs du PCF.

Face aux résultats des élections partielles, la direction du PC a voulu répondre par avance lors d'une réunion du CC qui s'est tenue les 27 et 28 septembre. Le rapporteur du BP, Fiterman, trouve que ces résultats sont « à juste titre préoccupants », il reconnaît une « érosion » des suffrages communistes, « des électeurs communistes se sont abstenus », certains même auraient « mêlé leurs voix avec celles de la droite ». Son explication de telles constatations peut se résumer comme suit : le PS développe une « sorte de stratégie de double jeu » pour « regrouper les mécontents les plus divers et les plus contradictoires ». La « droite au pou-

voir » le favorise, notamment au moyen des mass media. Des électeurs communistes ont fait défaut parce qu'ils mésestiment les « conditions du changement », c'est-à-dire en premier lieu la nécessité d'un fort parti communiste, et parce qu'ils ne comprennent pas « la responsabilité écrasante » du PS dans la défaite électorale. Explication vraiment stalinienne ! Les bourgeois se conduisent comme des bourgeois ; les socio-démocrates comme des socio-démocrates, et des électeurs communistes ne le comprennent pas et ne votent plus pour le PCF. Ainsi, ce qui se passe, c'est la faute aux autres, même aux ouvriers, la politique du PCF est et reste tabou. La direction du PC

devait tout de même être consciente que ses explications étaient un peu faibles. Fiterman les a données dans un court passage qui ne faisait pas un dixième de son rapport au ton très cocardier, très « aux couleurs de la France ». Marchais, dans son discours de clôture, n'est pas revenu d'un seul mot sur ces résultats. Il n'est donc pas impossible que, dans quelque temps, d'autres « explications » et un nouvel ajustement de la politique fassent leur apparition. Pour le moment, le PC continue ses incantations. Il a retardé la tenue de son congrès à mai 1979. Nous verrons donc si, d'ici là, il apportera quelque changement à sa politique et si,

LE DEBAT DANS LA CGT

Au cours d'une réunion d'un comité régional élargi de la CGT, Jean-Louis Moynot, membre du bureau confédéral de la CGT, relevant les points qui « posent problème à la confédération », a déclaré qu'il fallait qu'elle soit « capable d'assimiler tout ce qui est nouveau ».

« Nous n'avons pas progressé de façon sensible vers l'objectif de trois millions d'adhérents que nous nous étions fixé. Dans certains secteurs se produit même une érosion. Un certain nombre de travailleurs, même syndiqués, n'ont pas été d'accord avec nos prises de position. Indiscutablement, ce fait est présent dans les tendances récentes du recrutement et des élections professionnelles ». Est dit enfin ce que personne n'ignorait. C'est la première fois qu'un dirigeant confédéral de la CGT « avoue » la perte des voix aux dernières élections professionnelles.

« La CGT, poursuit Jean-Louis Moynot, ne peut être neutre d'un point de vue de classe et ne doit pas non plus être dépendante ni de l'un ni de l'autre des partis politiques, ni même du degré d'entente ou d'union existant entre l'ensemble des partis de gauche ». Cette autocritique à mots cou-

verts, après l'alignement inconditionnel de la CGT sur le PC et sa contribution à la division de la gauche, mériterait plus de clarté.

Par ailleurs, Claude Germon, membre de la commission exécutive de la CGT et membre du Parti socialiste, estime dans une interview à *L'Express*, que chaque syndiqué devrait pouvoir émettre son avis par vote sur la position prise par la direction confédérale lors des dernières élections. Cela permettrait de savoir « ce que pensent les adhérents de la CGT sur le suivisme par rapport au PC ». Il souhaite en conséquence que chaque syndiqué puisse voter sur le rapport d'activité qui sera soumis au prochain congrès, ce qui représenterait une « extension » de la démocratie syndicale.

Ces déclarations de Claude Germon officialisent en quelque sorte les points sur lesquels entendent se battre les militants socialistes, lors de ce 40e Congrès. Les autres points ayant été développés par Pierre Carassus dans une tribune libre publiée par la *Vie ouvrière*, et qui concernent les tribunes libres permanentes et les compte-rendus de débats.

Extrait de *Rouge*.

dans la mesure où le régime interne du PCF, un peu moins rigide que par le passé, le permettra, des manifestations critiques de cette politique se manifesteront.

UNE EXPERIENCE INCOMPLETE

Dans la réalité immédiate, les deux grands partis ouvriers sont, en dépit des efforts de leurs directions à donner le change, largement repliés sur eux-mêmes depuis leur défaite électorale commune. Mais, comme les élections partielles l'ont montré et comme tout le monde en France le constate, la situation intérieure se détériore. Le président de la République, le Premier ministre, les patrons du CNPF exploitent à fond leur victoire sur l'Union de la gauche. Malgré les échecs subis aux élections partielles, ils n'hésitent pas à tirer davantage la corde et paraissent ne pas craindre qu'elle casse. Il font même la sourde oreille aux avertissements que leur lance Bergeron, le secrétaire général de Force ouvrière, pourtant peu suspect de chercher à jeter de l'huile sur le feu. Les conditions immédiates n'incitent certainement pas les masses à s'engager dans des actions larges et prolongées. Mais un chômage croissant et une atteinte à leur niveau de vie ne pourront à la longue rester sans riposte de la part d'une classe ouvrière dont la combativité n'a pas été fondamentalement amputée. Le désaccord des deux directions agit à présent sur elle comme un frein, mais avec le temps, on peut penser qu'il favorisera un affaiblissement de l'emprise des grandes organisations sur les masses et un renforcement de leurs tendances à des actions moins canalisables par ces organisations. Les militants révolutionnaires auront de ce fait plus de possibilités d'intervention.

Le fait que l'Union de la gauche n'a pas triomphé électoralement en mars ne signifie pas que les masses n'ont pas fait l'expérience de celle-ci : ils en ont fait seulement une expérience incomplète. Il eut certainement mieux valu qu'elles aient pu faire une expérience



gouvernementale qui leur aurait permis de voir sans ambiguïté l'impuissance et la faillite du réformisme. Mais la rupture qui a empêché une victoire électorale s'est faite et se poursuit dans des conditions qui sont néanmoins très éducatives pour les militants et pour les masses. Rappelons-nous les grandes questions politiques qui se trouvèrent posées durant la période préélectorale, à savoir l'actualité du socialisme, comment y passer, le contenu qu'il doit prendre dès le début, etc. Ces questions peuvent paraître rejetées à l'arrière-plan par les accusations que se lancent réciproquement PCF et PS, mais elles n'ont pas disparu, elles n'ont pas perdu de leur force, et la politique capitaliste les ramènera au premier plan avec une force accrue. Les doutes à l'égard des directions qui étaient sous-jacents dans les discussions sur ces questions ne font que grandir. Une nouvelle entente entre le PC et le PS sera peut-être à nouveau imposée par les circonstances sous la pression des masses. Il ne sera pas possible aux deux directions ce jour-là de dire tout simplement : embrassons-nous et oublions le passé. Les masses qui n'avaient déjà plus les illusions du temps du Front populaire et qui posaient des questions embarrassantes pour les directions verront l'entente de demain avec une méfiance accrue et avec des tendances renforcées à aller au-delà des consignes de ces partis.

Le 2 octobre 1978

NOTES

1) Le caractère parasitaire du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) dans l'Union de la gauche s'est manifesté aussitôt après la défaite électorale. Le président de ce mouvement, Robert Fabre, a rompu le soir même et n'a pas tardé à accepter une « mission » du président de la République. Les radicaux de gauche qui sont restés liés au PS le font parce qu'ils ne pourraient être élus sans lui. Tous sont ainsi fidèles au grand principe des radicaux de toute nuance : aller à la soupe.

2) Le recul le plus symptomatique est celui subi à Paris. Depuis la scission de Tours (1920), le PCF était dominant dans la région parisienne et le PCF représentait cette circonscription de Paris avant que le candidat gaulliste l'emporte il y a vingt ans. En mars dernier, la candidate socialiste n'avait au premier tour que 500 voix d'avance sur la candidate communiste. Cette fois-ci, malgré l'appui apporté par plusieurs membres du BP, la candidate communiste était devancée au premier tour d'environ 2600 voix par la candidate socialiste.

3) Voir « PCF : que veulent les contestataires ? », « Inprecor », numéro 31 du 22 juin 1978.

4) Si la direction du PCF est obligée de modifier ses positions politiques en ce qui concerne l'Union soviétique, elle le fait en gardant des méthodes typiquement stalinienne. Elle fait rédiger un livre avec ses nouvelles positions, en faisant le silence non seulement sur les livres qui avaient combattu ses anciennes positions, mais aussi sur ceux qui les avaient exprimées. Les Sayers et Kahn, les Figuères et d'autres sont devenus des auteurs inexistantes, des « non persons ». Pour les membres du PCF, il y a désormais un seul livre sur l'Union soviétique, « l'URSS et nous ». La vérité est là, ce n'est pas ailleurs qu'ils doivent la chercher.

France

Contre le plan Barre III ! Contre l'austérité !

Résolution du Comité central de
la Ligue communiste révolutionnaire

● Huit mois après le scrutin de mars, la situation politique en France est marquée par :

- La brutalité d'une offensive bourgeoise qui non seulement développe à la fois le chômage et l'inflation, mais menace directement une série d'avantages acquis par les travailleurs;

- Le fait que la riposte ouvrière se heurte à la division politique et syndicale et à l'orientation de collaboration de classe des directions bureaucratiques qui sont l'obstacle principal au développement et à la centralisation des luttes.

Les grèves qui se sont déroulées, depuis le 19 mars, dans des secteurs importants (Santé, Moulinex, Renault, Arsenaux, SNCF, etc.) et les résultats des élections partielles confirment que la classe ouvrière reste mobilisée : malgré les effets de la crise économique, l'existence de 1500000 chômeurs, l'échec de nombreuses luttes et par-delà la défaite électorale de l'UG, il y a maintien de la combativité ouvrière à un haut niveau et d'une opposition massive au gouvernement.

1. Le plan Barre III, ce n'est pas seulement le million et demi de chômeurs et les 10% d'augmentation des prix dépassés. C'est la multiplication des licenciements et des fermetures d'usines qui frappent des branches et des régions entières.

C'est la remise en cause de conquêtes ouvrières et d'avantages acquis (40h, SMIC, 90%, Sécurité sociale, Santé du travail, prud'hommes), dans laquelle le gouvernement s'efforce d'impliquer directement les directions syndicales au moyen de la politique contractuelle. C'est le renforcement de «l'aide au retour», autrement dit le renvoi de dizaines de milliers de travailleurs immigrés, et la généralisation du travail à temps partiel pour masquer le chômage des femmes. C'est aussi une politique d'austérité renforcée qui fait des coupes sombres dans les équipements collectifs, dégrade les conditions de travail et de sécurité dans tout le secteur public comme à la SNCF, aux PTT, dans l'Education nationale.

Mais le vrai plan Barre reste encore à venir. La bourgeoisie française qui, pour lutter contre les effets de la crise économique internationale du capitalisme, cherche à renforcer ses positions face à ses concurrents impérialistes, sait qu'elle ne peut y parvenir qu'en abaissant le niveau de vie des travailleurs.

2. Pour frapper vite et fort, Giscard et Barre entendent exploiter leur courte victoire au deuxième tour des législatives et les courbettes que sont venues faire à l'Elysée les dirigeants des organisations ouvrières. Certes il existe des dissensions au sein de la majorité parlementaire - sur l'Europe et le budget par exemple - ravivées au lendemain des

élections partielles. Mais le RPR est sur la défensive. Il n'a pas de désaccord sérieux sur la politique sociale du gouvernement. Et s'il cherche à faire des éclats pour ne pas passer sous la table, il n'a pas actuellement les moyens d'une politique indépendante. Sa seule force apparente, la possibilité de mettre le gouvernement en minorité au parlement, est en fait sa principale faiblesse. Cette arme se retournerait contre lui si devaient se tenir des élections anticipées. Rien ne le pousse aujourd'hui à jouer la politique du pire. La bourgeoisie serre les rangs derrière le plan d'austérité.

PS ET PC DEVANT LEUR ELECTORAT

3. Les dernières élections partielles (Saint-Denis, Gers, Pas-de-Calais, Nancy, Paris XIVe) ont d'abord une signification nationale : celle d'un désaveu spectaculaire pour le pouvoir et sa politique d'austérité. Désavouant la guerre d'usure que se livrent sur leur dos les directions du PS et du PCF, les travailleurs ont voté sans hésiter pour ces partis afin d'assurer la défaite des candidats bourgeois. Cela confirme le divorce entre la majorité en sièges de l'Assemblée et la majorité réelle des forces vives de ce pays : des travailleurs, des jeunes, de la population laborieuse.

Elle démontre aussi une évolution des rapports de forces politiques dans le mouvement ouvrier. Les reculs en voix du PCF et la progression importante du PS ne sont pas la simple prolongation d'une tendance à l'œuvre avant les élections. Elles traduisent, parmi de nombreux électeurs ouvriers traditionnellement acquis au PCF, une double réaction :

- une volonté de lui faire payer la responsabilité particulière qu'il a prise dans l'échec électoral de l'UG par son chantage au désistement;

- un refus de la politique sectaire qu'il mène aujourd'hui en n'attaquant plus la majorité que par PS interposé et en se refu-

sant à toute proposition unitaire contre l'austérité patronale et gouvernementale.

La direction du PS, en faisant le gros dos face à la dénonciation du PCF, a pu se donner a peu de frais une image de marque unitaire. Elle qui discute ouvertement de la meilleure façon de gérer l'austérité et défend la politique contractuelle, elle qui prend sa part de division en s'accordant fort bien du sectarisme du PCF et du refus de toute initiative syndicale unitaire de la part d'Edmond Maire, elle a réussi à canaliser à son profit une aspiration profonde dans l'électorat ouvrier à serrer les rangs face à l'offensive bourgeoise.

VERS LE « TOUS ENSEMBLE »

4. Face à une attaque générale, c'est une riposte unitaire d'ensemble de la classe ouvrière qui s'impose. La grève générale est la seule riposte à la hauteur de la situation.

Les directions des syndicats et des partis ouvriers tourment le dos à cette perspective, en cultivant la division, en morcelant les luttes, en signant des contrats qui entérinent la remise en cause des avantages acquis.

La CFDT demande aux travailleurs de borner leurs ambitions à des revendications « syndicalement accessibles » et refuse - au nom de la « profondeur des divergences » - toute initiative interconfédérale, en faisant l'éloge de l'action entreprise par entreprise.

La CGT accuse la CFDT de ne pas s'opposer assez fermement au gouvernement et de refuser toute initiative unitaire. Mais sa direction signe de son côté les pires contrats. Elle laisse le soin au PCF d'organiser en son nom propre le rassemblement des entreprises menacées de fermeture le 29 août ou la manifestation devant l'Assemblée nationale le 11 octobre. La seule initiative qu'elle ait annoncée en cette rentrée c'est une journée nationale CGT une semaine avant...son congrès !

5. La grève générale est pourtant la seule perspective qui s'offre à la classe ouvrière si elle veut en finir avec l'austérité.

Rien ne serait plus dangereux dans la situation actuelle qu'un faux « réalisme » qui conduirait les travailleurs à se replier sur leurs entreprises, en se contentant « d'objectifs à leur portée ». Certains militants ouvriers peuvent être tentés d'y céder en l'absence de perspectives immédiates. Mais ce serait en fait

ROUGE DOIT VIVRE !

33 millions de centimes sont parvenus, ce 9 octobre, depuis le début de la souscription lancée en septembre. Il manque encore 37 millions pour atteindre l'objectif de fin de mois. L'échec de cette souscription signifie réellement la fin de cette expérience unique : un quotidien marxiste-révolutionnaire. Il faut évidemment récolter l'argent indispensable, mais « Rouge » ne serait pas ce qu'il doit être si le combat pour le sauver ne s'intégrait pas aux débats politiques qui traversent le mouvement ouvrier. En France, la LCR militera simultanément pour conserver - et améliorer - son quotidien et pour faire face aux tâches de l'heure : lutter contre le plan d'austérité mis en avant par gouvernement et patronat, et contre la division ouvrière pratiquée par les directions réformistes PC et PS et des syndicats. Dans les autres pays, les révolutionnaires sauront trouver en pratique les mille et une façons de faire face à cette échéance concrète de l'internationalisme prolétarien.

Envoyez vos chèques
à l'ordre de la SPN,
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil cédex, France

donner carte blanche à la politique des confédérations et laisser le champ libre à l'offensive du patronat et du gouvernement.

Si un « tous ensemble » ne se décrète pas, il se prépare.

Et les luttes qui se sont déroulées depuis la rentrée ont montré comment il était possible d'avancer dans cette voie :

- A la SNCF en préparant la grève générale reconductible de toutes les filières au lieu de fragmenter l'action par catégories.

- Dans la sidérurgie lorraine, en reconduisant la grève massivement suivie au lendemain de la défaite de Servan-Schreiber, au lieu d'arrêter la lutte à Sollac-Sacilor quand elle partait à Solmer et Usinor.

- Dans les établissements scolaires en poussant à la coordination des établissements en lutte pour préparer une grève générale de l'Education nationale.

Dans toutes ces luttes la démocratie ouvrière est une arme contre la division. Seules des assemblées générales souveraines, des comités de grève élus et responsables devant les assemblées peuvent assurer une prise en main unitaire de la lutte, en empêchant que les divergences ne soient un alibi pour justifier la passivité. Cette bataille pour des comités de grève ne peut se mener que combinée à la bataille pour l'unité des organisations syndicales.

L'exemple de la bataille unie des travailleurs d'Elastelle, repris par un grand nombre de sections syndicales du Puy, est tout à fait significatif de ce qui peut se produire dans nombre de sections syndicales, est tout à fait significatif de ce qui peut se produire dans d'autres entreprises. Au cours de leur lutte, en adressant une « lettre ouverte » à Maire, Ségué, Bergeron et Henry pour qu'ensemble ils répondent aux exigences ouvrières et préparent la grève générale, en formulant les revendications unifiantes qui s'imposent pour un tel mouvement d'ensemble, les travailleurs d'Elastelle ont exprimé une profonde aspiration de la grande masse ouvrière. En même temps, ils combinaient cet appel national avec une bataille pour des intersyndicales locales, une coordination des sections de toutes les entreprises en lutte (tanneries, textile), pour une assemblée générale de tous les chômeurs et licenciés de la région.

6. C'est pourquoi la LCR est convaincue de répondre à l'aspiration de la masse des travailleurs en affirmant :

- aujourd'hui l'obstacle principal au développement et à la coordination des luttes, c'est la division des rangs ouvriers entretenue par les directions du PCF et du PS et relayée par les confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, FEN pour faire passer leur politique de collaboration de classes;

- Il faut l'unité des syndicats et des partis ouvriers pour mettre en œuvre un plan d'action contre les licenciements, pour

les 35 heures sans diminution de salaires, le SMIC à 2500 F, les 300 F pour tous, l'échelle mobile des salaires, et pour le préparer il faut une mobilisation qui parte de l'action intersyndicale dans les entreprises et les localités, qui s'appuie sur les coordinations régionales et de branches, sur la centralisation des entreprises en lutte contre les licenciements, préparant une grève générale pour mettre en échec les plans d'austérité.

- Toute généralisation des luttes débouchera inévitablement sur une confrontation avec ce gouvernement et son Assemblée mal élue. Les travailleurs, tout en imposant la satisfaction de leurs revendications, devront alors exiger la rupture des partis ouvriers majoritaires avec la bourgeoisie et la formation d'un gouvernement du PS et du PCF.

8 octobre 1978

Grande Bretagne

Callaghan et Ford contre la classe ouvrière

Le premier ministre travailliste a subi un échec lors du dernier congrès de son parti. Seules des luttes déterminées de la classe ouvrière menées conjointement avec un combat interne au Labour et aux syndicats pourront empêcher les bureaucrates de sauver Callaghan et sa politique d'austérité.

Brian GROGAN

● L'objectif central de la politique du gouvernement travailliste britannique contre la classe ouvrière - la limite de 5 % sur l'augmentation des salaires - bat de l'aile. Il a été mortellement touché par l'action déterminée de 57000 grévistes de chez Ford et par la sympathie résolue que la grève a suscitée dans la classe ouvrière. Le 2 octobre, la conférence du Parti travailliste a décidé à 2 contre 1 de supprimer la clause des 5 % « et toute restriction des salaires par quelque méthode que ce soit. »

Le contexte de ce vote a montré comment la bureaucratie travailliste avait été secouée de fond en comble par l'action des ouvriers de chez Ford. En dépit des menaces de démission du premier Ministre Callaghan et des typiques appels-bidon à l'« unité » lancés par les semblables du ministre d'Etat « de gauche » Michael Foot, les votes par blocs des grands syndicats impliqués centralement

chez Ford, et le sentiment dominant chez les délégués de la base ont décidé de l'issue.

Immédiatement Callaghan a répondu de façon parfaitement insultante que la clause des 5% serait conservée et agrémentée de menaces de diminutions ultérieures des dépenses publiques et d'augmentation des impôts pesant sur la classe ouvrière. Les bureaucrates syndicaux, effrayés par ce qu'ils ont fait, et manquant totalement d'une solution de rechange sérieuse, essaient maintenant de sauver la peau de Callaghan en s'arrangeant pour se rencontrer afin de mijoter un plan d'austérité « plus acceptable ». De plus, au lieu de lutter pour la destitution de Callaghan et de tous les partisans des 5% maximum de leurs postes de responsabilités, ou d'insister pour qu'un gouvernement travailliste mette en application les décisions de la Conférence, les dirigeants des

syndicats cherchent indubitablement un arrangement à vendre aux ouvriers de chez Ford.

LE BLUFF DE CALLAGHAN DEMASQUE

La décision du Parti travailliste aura été un fameux coup pour Callaghan. Le 7 septembre, il a surpris tous les pontifes en déclarant qu'après tout il n'y aurait pas d'élections générales cet automne. Cet ajournement, néanmoins, était entièrement subordonné au succès de l'application d'un quatrième round de contrôle des salaires de la classe ouvrière. Les Ford devaient être le premier secteur ouvrier à être obligé d'avaloir la clause des 5 %, suivi par les travailleurs du secteur public, puis par tout le monde. La base a dérangé tous ces plans soigneusement préparés. Aussitôt qu'ils ont entendu parler des offres dérisoires de la direction les ouvriers des usines militantes ont immédiatement posé leurs outils, et en 24 heures, 57 000 ouvriers étaient dehors et les 23 usines étaient toutes fermées.

Les syndicats revendiquent 20 livres de plus pour tous les secteurs par semaine et une heure de travail de moins par jour. De plus, ils demandent un salaire garanti par semaine, même en cas de chômage technique, comme cela se produit souvent. Des clauses concernant l'amélioration des retraites, la longueur des vacances, la prime de vacances et des demandes d'amélioration des salaires et des conditions des ouvriers postés et à la chaîne sont comprises dans les revendications.

Ces revendications atteignent 25 % d'augmentation. S'ils obtiennent totalement satisfaction, ils pourront juste compenser la baisse de leur niveau de vie depuis que la politique travailliste des salaires a été introduite au milieu de l'année 1975. Une victoire ouvrirait aussi une brèche par laquelle les autres ouvriers pourraient suivre - particulièrement les autres ouvriers de l'automobile et les travailleurs manuels mal payés du secteur public qui sont, les uns comme les autres, en train de soumettre des revendications.

La direction de Ford est visiblement en mesure de satisfaire les revendications syndicales. Ses profits de l'année dernière ont atteint la somme énorme de 300 millions - dépassant celle de 246,1 millions de livres de 1977, qui était déjà très bonne. De plus, la part de Ford dans le marché britannique augmente. Superficiellement, il peut sembler que la direction de Ford a beaucoup à perdre. Les sanctions que le gouvernement menace de prendre contre elle si elle cède - des commandes de départements du gouvernement pour 25 000 voitures - sont loin de constituer le plus important moyen de pression sur elle. Plutôt, la direction de Ford, tout comme d'autres gros capitalistes, considère le soutien au gouvernement comme une étape nécessaire pour diminuer encore plus le niveau de vie de la classe ouvrière, saper son moral et finalement mettre en déroute sa force organisée. C'est pour cela que les ouvriers de Ford combattent le gouvernement - en dépit de la position d'autruche prise par la direction syndicale, qui insiste sur le fait que la bataille est uniquement dirigée contre la direction de Ford.

La décision de la conférence du Parti travailliste renforce les chances d'une victoire chez Ford, en particulier parce que cette action est celle qui a reçu le plus de publicité parmi celles menées par le mouvement ouvrier. Aussitôt, les dockers de Liverpool, près de l'importante usine Ford d'Halewood, ont décidé de boycotter tout produit



Manifestation de jeunes chômeurs à l'occasion d'un discours de Callaghan.

de chez Ford. Ils ont été rapidement imités par les dockers de Southampton, de Hull et de Londres, ainsi que par le Syndicat national des marins. Actuellement, aucun produit de chez Ford n'est importé en/ou exporté de Grande Bretagne.

La direction du Syndicat national des employés du secteur public (NUPE - National Union of Public Employees) qui représente la majorité des travailleurs manuels du secteur public, a donné comme instruction à ses comités locaux et régionaux de se préparer à l'éventualité d'une grève pour appuyer la revendication du NUPE qui demande 60 livres de salaire minimum par semaine (540F) et la semaine de 35 heures - ce qui revient à une augmentation de 40%. Ces revendications seraient restées au stade de la démagogie de la part des dirigeants de gauche en déclin, s'il n'y avait pas eu l'action des ouvriers de Ford. Les dirigeants des mineurs ont également lancé des menaces. Ils menacent même d'avancer leur lutte de quatre mois, au lieu de la déclencher en mars prochain, afin de la faire coïncider avec celle de chez Ford. Les travailleurs de British Leyland ont aussi fait du battage autour de leurs revendications.

Ces événements expriment clairement une plus grande confiance en soi de la part du mouvement ouvrier britannique. Ils montrent la possibilité réelle de renverser la tendance au recul de ces trois dernières années. Ils créent les meilleures conditions possibles pour lutter pour une solution de rechange socialiste à Callaghan et à l'aile droite et pour arrêter le mouvement vers la droite d'un certain nombre de syndicats, exprimé très clairement par la victoire de l'aile droite dans le Syndicat unifié des ouvriers de l'industrie mécanique (AUEW - Amalgamated Union of Engineering Workers), le deuxième syndicat (dans l'industrie) par sa taille. Si la gauche pouvait saisir l'occasion, chasser les partisans de la clause des 5%, elle ferait mentir l'affirmation de Callaghan selon laquelle un combat constant pour les intérêts des travailleurs ne pourrait conduire qu'à un gouvernement conservateur de droite.

UNE SOLUTION DE RECHANGE SOCIALISTE EST NECESSAIRE

En l'absence d'une solution socialiste crédible, ce potentiel peut s'effriter. La classe ouvrière a certainement dû subir des reculs dans la période passée.

Mais sa force organisationnelle reste intacte. Les reculs ont été subis à cause de l'échec de la gauche à trouver une politique de rechange à celle de Callaghan et à polariser la base des organisations de masse contre l'aile droite. La meilleure solution aurait consisté à faire cela dans le cadre du combat pour une action de front unique contre l'offensive du gouvernement travailliste anti-classe ouvrière. Mais, en réalité, il n'y a pas eu de combat réel contre les trois premières phases des mesures d'austérité du gouvernement. Bien que les pompiers soient entrés en lutte, les dirigeants de l'aile droite du TUC ont refusé de lancer une action unitaire de la classe pour les soutenir, et ceux de l'aile gauche ont refusé de s'organiser pour combattre cette trahison. Cela a bien marqué le blocage national des larges luttes de classe.

Néanmoins, étant donné le maintien de la force sous-jacente de la classe ouvrière, d'importantes luttes défensives ont été possibles, et les travailleurs sont même passés à l'offensive lors de luttes locales et sectorielles. Les exemples ont été nombreux pendant l'année dernière : la lutte des syndicats des techniciens des Postes et télécommunications pour les 35 heures, les revendications de parité des ouvriers des ateliers de Leyland et des usines de camions de Chrysler, les grèves des travailleurs sociaux pour des accords locaux, et un grand nombre de combats usine par usine pour lutter contre les accords bidons sur la productivité permis par la dernière série de lois sur les salaires. C'est de là que vient l'augmentation moyenne de 15% des salaires pendant la troisième phase, qui était censée limiter ces augmentations à 10%.

Néanmoins, toutes ces luttes sont restées sectorielles. Aucune perspective alternative à celle de Callaghan et Cie n'a été trouvée. Parce que ces combats sont demeurés isolés, il a été facile, pour les dirigeants syndicaux, de les dévoyer au premier signe d'un conflit ouvert avec la politique du gouver-

nement. La trahison des techniciens des postes, par la décision du syndicat de s'en tenir à 37 heures et demie, malgré la défaite qu'ils avaient infligée à la direction des P et T, en est un exemple.

Pour le moment, l'action des travailleurs de Ford n'a pas brisé ce sectorialisme. Les dirigeants syndicaux prétendent que cette lutte est un cas spécial en raison des hauts profits de Ford. Cet argument est indubitablement le facteur essentiel de la détermination de la base. Le principal danger est que cela pourrait impliquer qu'en cas de bas profits - comme chez British Leyland - les ouvriers ne devraient toucher qu'une augmentation proportionnelle. C'est en fait ce que les dirigeants syndicaux opposés à la clause des 5% veulent dire par «négociations collectives responsables». Mais ce qui est pire, c'est la couverture que cela donne aux dirigeants syndicaux dans leur échec à mettre au point une solution réellement alternative à celle de Callaghan. Seules des fanfaronnades répondent à l'accusation de Callaghan, prétendant que rompre les 5% maximum ruinerait les chances électorales du Parti travailliste. On trouve le même silence face aux appels de Callaghan à «l'intérêt national», à sauver l'industrie automobile britannique, à éloigner les Japonais, etc. Ce feu roulant idéologique est opposé aux travailleurs de Ford et à ceux qui entreprennent des actions de solidarité.

La faillite absolue des réformistes de gauche a été révélée à tous par le débat de la conférence du Parti travailliste. Le plus «convaincant» aura été la rhétorique nationaliste de Cleve Jenkins, dirigeant de «gauche» de l'Association des personnels scientifique, technique et de gestion; «*Nous avons besoin de salaires plus élevés pour augmenter la demande intérieure et introduire des contrôles sur les importations*» fut sa seule réponse. Mais l'argumentation de Moss Evans, le dirigeant nouvellement élu du Syndicat des manoeuvres et conducteurs d'engins, fort de près de deux mil-

lions de membres, a été encore pire. Qualifié par la presse d'architecte principal de la défaite de la clause des 5%, il a néanmoins pris en considération la cause défendue par Callaghan. «*Oui*», a-t-il opiné, «*le combat contre l'inflation (lire le contrôle des salaires) est vital, mais ce n'est pas la seule bataille. Nous devons aussi combattre ce fléau qu'est le chômage.*» Après le vote, l'un après l'autre, les dirigeants syndicaux ont déclaré que la partie de la résolution les engageant à faire véritablement une «campagne contre» les restrictions sur les salaires ne devait pas être considérée comme sérieuse. Ils étaient tous en faveur de négociations collectives «responsables». Tous ont accueilli favorablement l'invitation de Callaghan à engager de nouvelles discussions pour essayer de concrétiser ce que «responsable» signifie réellement.

QUELLE REPONSE ?

En butte à la brutalité d'une firme multinationale impitoyable et à celle du gouvernement travailliste lui-même, les ouvriers de chez Ford ne peuvent être assurés de la victoire que si le soutien du reste de la classe ouvrière leur est assuré. Des revendications unifiantes et concernant l'ensemble de la classe ouvrière sont essentielles. Ce que demandent les ouvriers de chez Ford est une bonne base pour démarrer.

L'augmentation des salaires de 20 livres par semaine, qui devrait compenser la baisse du niveau de vie, doit être reliée à la revendication d'augmentation des salaires au fur et à mesure que l'inflation progresse. Ce type de demande est souvent appelé échelle mobile des salaires et relierait les revendications des ouvriers de chez Ford à celles mises en avant par ceux de l'usine British Leyland de Cowley. La revendication d'une heure de travail de moins par jour devrait être reliée à celle de l'embauche supplémentaire d'ouvriers afin de s'attaquer dès maintenant au problème du chômage. Ceci relierait les revendications des ouvriers de chez

Ford avec celles des travailleurs du secteur public et serait la vraie réponse aux productivisme si souvent mis en avant par la direction de chez Ford.

Les hauts profits de Ford sont un fait dont tous les ouvriers de chez Ford devraient s'emparer. Une telle situation montre clairement qui profite du contrôle des salaires : les patrons. Néanmoins, ce n'est pas à cause des hauts profits que les travailleurs doivent obtenir une augmentation. Quelle que soit la situation des profits, les ouvriers devraient recevoir des augmentations de salaires maintenant le niveau de vie au-dessus du taux d'inflation. Ceci, bien sûr, n'est réaliste que si cette idée est reliée à l'objectif stratégique de retirer l'industrie automobile des mains des capitalistes et de la nationaliser sous contrôle ouvrier.

Tant que l'industrie automobile sera reliée à la rationalité capitaliste de la maximisation du profit, les intérêts des ouvriers de l'automobile seront toujours menacés. C'est pourquoi les syndicats devraient mettre au point un plan économique national qui pourrait commencer à réorganiser l'économie dans les intérêts de la classe ouvrière et de ses alliés.

Le combat pour cette politique alternative fait partie de la lutte pour construire une autre direction du mouvement ouvrier, capable de mettre en avant des revendications de lutte de classe et hostile aux appels à la collaboration de classes, à l'intérêt national... etc. Cela signifie d'abord un combat sérieux pour relever tous les partisans de la clause des 5% de leurs postes de confiance et de responsabilité dans le mouvement travailliste - à commencer par la destitution de Callaghan comme dirigeant travailliste. Pas de pourparlers avec le gouvernement sur une nouvelle politique d'austérité ! Il faut appliquer la décision de la conférence travailliste !

AUTO-ORGANISATION DEMOCRATIQUE

Les ouvriers de chez Ford sont maintenant dans une situation extrêmement favorable. Leur action, la sympathie et la solidarité qu'elle a suscitées, ont mis la victoire à leur portée. Mais ils doivent maintenant faire face à de nouveaux dangers. La direction de la grève est entre les mains des permanents et de ceux qui les suivent. Il n'y a pas eu d'assemblées générales; on a découragé les piquets de grève massifs; aucun comité de grève n'a été élu. Cela laisse la porte ouverte aux bureaucrates, pour permettre des accélérations massives des cadences et le renforcement de la discipline dans le travail en échange d'une augmentation légèrement supérieure à 5%. La direction de Ford met aussi au centre de ses exigences une discipline plus stricte des travailleurs impliquant des sanctions pour retard,

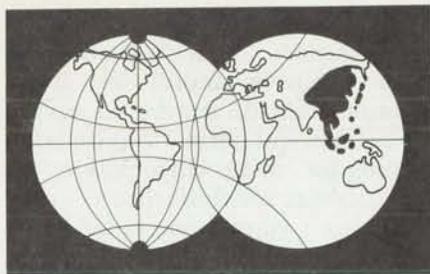
Tous les messages de solidarité soivent être envoyés à : Ford (UK) Workers Combine Committee, 25 Dearmer House, London SW 2, Angleterre.

absentéisme, etc. Pour la base, la simple possibilité de combattre ces exigences nécessite que la grève soit retirée des mains du Comité national unifié de négociations (National Joint Negotiating Committee). Un comité national de grève révocable devrait être élu par une conférence nationale des délégués d'atelier, eux-mêmes révocables. L'engagement maximum de la base devrait être encouragé par des assemblées générales régulières, des piquets de grève massifs, l'organisation d'équipes volantes qui assureraient la liaison avec les travailleurs des docks et des aéroports, et amèneraient d'autres secteurs ouvriers à entreprendre des actions de solidarité. Si les choses restent comme elles sont, les ouvriers de chez Ford resteront isolés et deviendront la proie de la presse capitaliste, de la télévision, qui jouent le jeu du soi-disant « intérêt national » et sont libres de faire la chasse aux sorcières des militants les plus actifs.

Les leçons de la grève des ouvriers de chez Ford de 1971 doivent être gardées à l'esprit. Le manque de contrôle sur les négociateurs a conduit à une trahison après neuf semaines de grève, en dépit de la lutte toujours aussi militante de la base. Les travailleurs ont alors été liés à un accord leur interdisant de faire grève pendant deux ans, et dont les modalités étaient très en deçà de leurs revendications originelles. Les assemblées générales traditionnelles, où les ouvriers discutaient collectivement sur ce qu'il convenait de faire et s'il était possible d'obtenir plus, et où ceux qui étaient opposés à l'accord exposaient leurs arguments pour le rejeter, avaient été remplacées par un vote par courrier postal, ce qui n'avait jamais eu lieu jusque là.

La grève de 1971 sombra en tant que « grande grève - chacun chez soi ». Comme un ouvrier l'a dit à l'époque : *« Après neuf semaines de grève, tu lis quelque-chose dans le journal. Tu peux peut-être aller voir les copains. Tu te balades dans l'usine. Quelques affiches disent : 'Pas de bulletins de vote, un vote à main levée !'. Personne à qui parler. Tu te dis 'Ah merde' et finalement tu remplis ton bulletin. »*

Il y a une autre leçon à tirer de la grève de 1971. Dans ce conflit, la direction de Ford a fait un bon usage du caractère multinational de ses activités. Le travail a été transféré à des usines en Allemagne et au Canada. De plus, le président du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile des Etats-Unis a été envoyé en Grande-Bretagne pour contribuer à faire admettre l'accord par la base. Henry Ford II a proféré ses menaces habituelles de cesser les activités de sa firme en Grande-Bretagne si les travailleurs ne se montraient pas « raisonnables ». Des actions de solidarité de la part des ouvriers de chez Ford en Europe et en Amérique du Nord - qui ont déjà été promises par les dirigeants syndicaux au sommet - pourraient engendrer cette fois-ci de tels mouvements.



Vietnam Trois ans après la victoire, quelques problèmes de la révolution vietnamienne

Le Parti communiste vietnamien, s'il est encore celui qui a mené la lutte révolutionnaire à la victoire, est aussi, et toujours plus, le parti-Etat à l'ombre duquel la bureaucratie s'enracine; or, la bureaucratie ne se réforme pas elle-même...!

Pierre ROUSSET

Dans le premier semestre 1978, les traits contradictoires de la révolution vietnamienne se sont accentués. Une série de mesures décidées par le gouvernement, notamment contre les gros commerçants capitalistes du Sud, ont mis en lumière la poursuite de la dynamique anti-capitaliste engagée au Vietnam. Mais parallèlement, l'ouverture explosive des conflits khméro-vietnamien et sino-vietnamien ont renforcé la dépendance du régime à l'égard de l'URSS et le poids de ses déformations bureaucratiques. C'est de cet aspect apparemment contradictoire de la révolution vietnamienne qu'il faut partir pour ouvrir à nouveau le débat sur les enseignements politiques de ses succès et de ses échecs.

Hier, la guerre d'Indochine résumait de façon exemplaire les données de la confrontation internationale entre révolution et contre-révolution mondiales, entre luttes de libération nationale et impérialisme. La victoire emportée contre l'impérialisme américain et le régime néo-colonial au Sud-Vietnam soulignait avec éclat l'actualité de la lutte pour le socialisme dans le monde. Aujourd'hui, les progrès et les difficultés de la révolution vietnamienne éclairent à la fois la dynamique de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et les problèmes de la transition au socialisme.

LA POURSUITE D'UN LONG PROCESSUS DE REVOLUTION PERMANENTE

La violente confrontation qui a opposé, en mars 1978, le gouvernement vietnamien et la bourgeoisie compradore du Sud-Vietnam ne peut prendre sa réelle signification que si on restitue l'ensemble des mesures prises avant, au moment et au lendemain de la prise du pouvoir de 1975. Car elles ne sont que l'aboutissement provisoire d'un long processus de révolution permanente engagé dès les débuts de la lutte révolutionnaire et qui reste encore inachevé. Ce processus s'est poursuivi, non sans des hésitations, tout au long de la seconde guerre d'Indochine, souvent plus rapidement que durant la première résistance contre le colonialisme français.

La levée paysanne qui marque les débuts, d'abord spontanés, de la seconde résistance vietnamienne, commence souvent en effet pour la défense de la réforme agraire réalisée par le Vietminh et remise en question par la dictature de Diem. La possession de la terre deviendra l'enjeu concret de nombre d'offensives et de contre-offensives militaires. La victoire venue, le pouvoir des grands propriétaires fonciers avait été détruit dans les anciennes zones libérées, où un processus coopératif s'était parallèlement engagé, et

avait été largement affaibli dans le reste des zones rurales.

La désagrégation de l'armée et de l'administration fantoches, en avril 1975, puis les mesures de dissolution prises par le nouveau pouvoir révolutionnaire à l'encontre des forces militaires, administratives et politiques fantoche sanctionnaient l'effondrement et la destruction de l'Etat bourgeois au Sud-Vietnam. La lutte anti-impérialiste s'était menée au Nord et au Sud du 17e parallèle sous une direction unique et sans partage : celle du Parti communiste vietnamien. C'était cette même direction unique qui se trouvait dorénavant à la tête de l'Etat nord-vietnamien et de la nouvelle administration au Sud constituée à partir des forces du GRP et du FNL. L'armée était elle aussi placée sous commandement unique. Un plan économique commun commençait aussitôt à être mis en chantier malgré la différence de situation qui prévalait dans les deux zones du pays. Le gouvernement prenait le contrôle du gros des anciens avoirs impérialistes du Sud-Vietnam, des plantations étrangères ainsi que de la plupart des entreprises industrielles privées vietnamiennes importantes dont les propriétaires avaient en général fui avant la débâcle finale.

C'était un nouvel Etat ouvrier qui voyait le jour au Sud-Vietnam, ce qui, seul, permet de comprendre la réunification

rapide du pays, sanctionnée par les élections d'avril 1976, à peine un an après la prise du pouvoir par les forces de libération. Le dernier bastion économique important tenu au Sud-Vietnam par la bourgeoisie était celui des gros commerçants compradores de Saïgon-Cholon. L'épreuve de force commençait très vite, cette bourgeoisie commerçante profitant du contrôle qu'elle gardait sur les réseaux de distribution et de commercialisation sur les trafics de denrées et sur de considérables masses monétaires, pour saboter l'équilibre économique précaire au Sud. Dès septembre 1975, le gouvernement tentait de briser son pouvoir; mais sans succès. Il aura fallu attendre mars 1978 pour que cet objectif soit enfin atteint, au prix d'une véritable épreuve de force.

C'est de cette rencontre entre révolution sociale et lutte de libération nationale, notait la révolution adoptée en avril 1975, peu avant la chute de Saïgon, par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale, que provient la puissance de la révolution vietnamienne, « *le processus révolutionnaire en cours (...) met en cause les bases de la domination capitaliste et néo-colonialiste au Vietnam. La victoire militaire des forces du GRP sur les fantoches à Saïgon ne garantirait certes pas en elle-même la transgression socialiste de la révolution au Sud-Vietnam qui dépendra pour être consolidée dans les villes - d'une série de mesures sociales, politiques et économiques. Mais le processus de révolution permanente aura des conditions très favorables de développement, le renversement des organes de pouvoir fantoche et la dissolution des partis réactionnaires dans les villes nouvellement libérées en étant une indication* ». (voir *Inprecor*, numéro 24, ancienne série, du 24 avril 1975). C'est effectivement ce qui s'est passé. La consolidation de l'économie de transition n'est certes pas achevée. L'industrialisation du pays reste notamment beaucoup trop faible, ainsi que la mécanisation de l'agriculture au Nord, et

la collectivisation au Sud se heurte toujours à la résistance d'une petite paysannerie propriétaire. Le chômage au Sud est encore loin d'être résorbé, mais le cours suivi par la révolution vietnamienne aura une nouvelle fois validé la théorie marxiste de la révolution permanente : la lutte de libération nationale s'est constamment nourrie de la mobilisation sociale; les premières tâches socialistes ont dû commencer à être introduites avant même la prise du pouvoir; la rupture de la domination impérialiste n'a pu s'opérer sans la destruction du pouvoir de la bourgeoisie autochtone et la naissance d'un Etat ouvrier; la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises était bien loin d'être achevée que déjà le pouvoir révolutionnaire devait faire des incursions de plus en plus grandes contre le droit capitaliste et réunifier le pays.

A LIRE AUSSI DANS « INPRECOR »

« Les affrontements entre le Vietnam et le Cambodge - une guerre criminelle »; déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale (numéro 21 du 20 janvier 1978);
« Un conflit plus politique que frontalier », par Pierre Rousset; (numéro 20 du 2 février 1978);
« Progrès de la révolution au Sud-Vietnam », par Fred Feldmann et « L'Indochine en crise » par Pierre Rousset; (numéro 34 du 21 septembre).

LE ROLE AMBIVALENT DU PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN

C'est probablement la lutte de libération au Vietnam qui fut, entre toutes, la plus durablement et la plus étroitement liée à un processus de révolution sociale et à l'action dirigeante d'un parti communiste. Pourtant, comme au Nord deux décennies auparavant, l'Etat ouvrier qui vit le jour au Sud affichait d'emblée de profondes déformations bureaucratiques. Le combat révolutionnaire n'avait pas directement suscité l'apparition d'organes proprement soviétiques de pouvoir prolétarien, à la différence de

ce qui s'était passé en URSS et en Europe occidentale entre les deux guerres mondiales. Il est impossible de revenir ici sur les facteurs qui permettent de comprendre cette dissociation du processus révolutionnaire « classique » : conséquences de la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier et de la stalinisation de l'IC; conditions dans lesquelles la levée anti-impérialiste d'après la Seconde Guerre mondiale a dû se mener; poids du passé pré-capitaliste, de la colonisation puis de l'emprise américaine sur la société vietnamienne, etc. Mais il importe de souligner que le Parti communiste vietnamien reflète très étroitement cette dissociation, que son orientation et le rôle politique ambivalent qu'il a joué ne peuvent s'expliquer sans elle.

La révolution vietnamienne a dû faire face à deux adversaires redoutables qui n'ont pas hésité à engager des forces considérables pour l'abattre : les impérialismes français et américain. L'escalade militaire qui a marqué la seconde guerre d'Indochine reste à ce jour sans équivalent dans l'histoire des guerres et des révolutions. Le poids du conflit sino-soviétique a pesé dès les tout débuts de la seconde résistance. On comprendrait mal comment la victoire aurait été possible si le PCV n'avait su jouer un rôle actif dans le combat anti-impérialiste, alors qu'il dirigeait la lutte de libération sans concurrence sérieuse sur le terrain, si le PCV n'avait eu conscience du conflit de classe irréductible qui sous-tendait la levée nationale de la population laborieuse.

A plusieurs reprises, le Parti communiste vietnamien dut prendre des décisions cruciales à l'encontre des pressions conjointes qu'exerçaient les directions soviétique et chinoise, comme en 1959-1960, quand il décida, bien tardivement, de relancer la lutte armée au Sud-Vietnam. Très vite d'ailleurs, en même temps que l'objectif constamment réaffirmé de la réunification, la nécessité impérative de « brûler l'étape de

développement capitaliste» était souligné dans les textes programmatiques du parti (mais non dans ceux du front). C'était par exemple le cas d'écrits majeurs de Le Duan en 1963 et 1970, de Truong Chinh en 1968, de Giap en 1973. Ce dernier donnait d'ailleurs en 1974 pour «*objectif politique*», pour «*tâche fondamentale et immédiate*» de la «*révolution vietnamienne*» (dans son ensemble) et des «*insurrections et guerres nationales*», non seulement l'indépendance et la «*démocratie populaire*» mais aussi le socialisme. Ecrit après la signature des Accords de Paris de 1973 mais avant l'offensive finale de 1975, ce texte valait de toute évidence pour les luttes alors engagées au Sud-Vietnam. Surtout, dans la pratique, le PCV refusait de donner à une quelconque force bourgeoise une parcelle de pouvoir dans la direction de la lutte de libération, les prétendus partis bourgeois du «*Front de la patrie*» ou du FNL étant contrôlés étroitement par les cadres du PCV.

C'est ce qui permettait au Comité exécutif international de la IVe Internationale réuni en décembre 1972, d'affirmer que, malgré les discours du PCV sur la «*concorde nationale*» et sa «*formation politique stalinienne*», «*le bilan des quinze dernières années indique clairement l'orientation tenace de ce parti vers le renversement du pouvoir d'Etat bourgeois au Sud-Vietnam*», ce dont il fallait tenir compte pour comprendre comment s'exercerait la pression des masses révolutionnaires sur un parti «*dont l'orientation pratique est en rupture avec la ligne menchévique classique des staliniens dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et indépendante des bureaucraties de Moscou et de Pékin*» (voir la revue *Quatrième Internationale* de mars-avril 1973).

Avec la direction cubaine, la direction vietnamienne a affirmé des qualités bien supérieures à celles des autres directions, nationalistes ou stalinienne, des mouvements de libéra-

tion des années cinquante et soixante. Pourtant, les conceptions du PCV concernant les rapports entre le parti, l'Etat et les masses restent beaucoup plus proches de celles professées par le stalinisme que par les marxistes-révolutionnaires : régime du parti unique, interdiction du droit de tendance et de fraction en son sein, prépondérance institutionnalisée du parti sur les organes de l'Etat, absence théorisée de formes soviétiques de pouvoir... Défendant et mettant en pratique ces conceptions, le PCV n'a pas seulement accepté comme naturelles ces déformations bureaucratiques originelles de l'Etat ouvrier vietnamien - qui étaient largement le produit de facteurs objectifs -, il les a aussi politiquement avalisées, donc aggravées.

C'est en cela que réside le rôle ambivalent que le PCV a joué dans le développement de la révolution vietnamienne. Il a su la conduire à une victoire pourtant fort difficile, mais il a simultanément institutionnalisé des rapports autoritaires, paternalistes et substitutifs (plus, encore aujourd'hui, que répressifs) avec les masses mobilisées sous sa direction, prolongeant d'ailleurs les rapports noués avant la lutte de libération.

L'ABSENCE DE SOVIETS

Le rôle du Parti communiste vietnamien n'est évidemment pas seul en cause dans l'émergence d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé dès sa naissance. Les racines des processus de bureaucratisation - institutionnels et sociaux - sont profonds et multiples; ils tiennent notamment à un ensemble de facteurs historiques nationaux et internationaux sur lequel il est impossible de revenir ici. Et la révolution vietnamienne se heurte actuellement à bien d'autres difficultés que la seule absence de structures de démocratie socialiste : les conséquences du sous-développement, les terribles ravages de la guerre, de l'isolement, du conflit sino-soviétique et de la dépendance croissante à l'égard

de l'URSS... Nous ne saurions l'oublier. Pourtant, ce n'est pas une démarche «*idéaliste*» ou «*normative*» que de faire du régime politique qui prévaut au Vietnam et du programme du PCV en la matière l'un des problèmes centraux, l'une des questions les plus cruciales, posés depuis la victoire.

La gravité du «*danger bureaucratique*» n'est, en effet, pas à démontrer : il est, à leur manière, reconnu par les dirigeants du PCV eux-mêmes. Ils se sont engagés dans des campagnes successives contre le «*bureaucratisme*» qui frappent parfois très haut. Les généraux des minorités tay et nung qui ont été démis de leurs postes au CC du PCV (mais non de tous leurs postes dans l'appareil d'Etat) ont été accusés de s'être fait construire des villas privées. Dans le seul Cinquième district de Ho-Chi Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, environ deux cents cadres auraient été arrêtés, incapables de justifier l'origine de la fortune qu'ils avaient accumulée depuis avril 1975. On admet même de plus en plus ouvertement, dans les rangs du PCV, qu'un problème institutionnel se pose et qu'il faut rediscuter de la façon dont le peuple peut être effectivement mené à jouer le rôle de «*maître collectif*» qui lui est officiellement dévolu.

C'est reconnaître très exactement l'importance d'un problème crucial à nos yeux : la relation existant entre la nature du régime politique qui prévaut au sein d'un Etat ouvrier et le cadre institutionnel dans lequel la bureaucratie, comme couche sociale, peut se développer et exprimer ses intérêts propres. Mais le PCV n'en maintient pas moins le dogme du parti unique, régi par le centralisme bureaucratique, et une conception non soviétique de l'Etat. Pour la direction vietnamienne, la lutte contre le «*bureaucratisme*» est toujours censée se mener avant tout au sein même du parti au pouvoir. Or ce parti, s'il est encore celui qui a mené la lutte révolutionnaire à la victoire est aussi, et toujours plus, le

parti-Etat à l'ombre duquel la bureaucratie s'enracine; et la bureaucratie ne saurait se réformer elle-même : la clé de la lutte anti-bureaucratique ne peut être située dans la «moralisation» intérieure d'un parti dominant, unique, mais dans le bouleversement des relations entre les masses et l'appareil d'Etat dans son entier, c'est-à-dire dans un changement de régime et la naissance de conseils ouvriers et paysans.

Les conditions d'un tel changement de régime ne dépendent pas seulement de la volonté de la direction du « parti d'avant-garde » et elles ne sont pas nécessairement réunies aujourd'hui. Certes, l'histoire de la révolution russe des années vingt est là pour nous le rappeler. Mais, plus on insiste sur les nombreux obstacles objectifs rendant difficile la réalisation d'un véritable régime de démocratie socialiste, et plus on doit reconnaître l'importance du facteur subjectif, l'action consciente du parti pour les combattre.

Il n'y a en effet pas de « société de transition » qui puisse esquiver durablement cette question. L'échec du maoïsme, et de sa tentative de trouver une « voie » originale au socialisme, nous en a fourni une confirmation par la négative. Et la parution sous forme de Dazibao, en Chine, de textes étonnamment avancés en ce qui concerne les conceptions de la démocratie socialiste, comme celui signé par Li Yizhe (1), confirment positivement l'actualité du programme marxiste-révolutionnaire en la matière.

UN PROBLEME POLITIQUE D'ENSEMBLE

Le monopole de décision dont bénéficie le parti - ou plus précisément sa direction - interdit évidemment à la population d'exercer ce que le PCV appelle son « droit d'être maître collectif » : comment le pourrait-elle alors qu'il ne lui est demandé que de discuter d'une ligne déjà établie; alors que des données essentielles de la situation ne lui sont pas communiquées



ou ne le sont qu'au compte-goutte, grâce au monopole exercé sur l'information par les dirigeants du pays ? Le fonctionnement général de la société de transition est influencé par cette situation. Comment élaborer un plan de développement économique qui tienne effectivement compte du facteur politique si la population n'a aucun moyen de connaître les diverses options en cause et donc de faire savoir directement ce qu'elle en pense ? Et comment éviter que les tensions croissantes aux frontières ne favorisent la montée des idéologies nationalistes au Vietnam même, si le réel enjeu et les réelles raisons de ces conflits grandissants ne sont pas expliqués publiquement et politiquement ?

Sur ce dernier point notamment, les conceptions affichées par la direction du PCV lui interdisent explicitement de dire « toute la vérité » à la population vietnamienne, comme d'ailleurs aux militants étran-

gers, en ce qui concerne la situation du mouvement communiste et ouvrier mondial. Nguyen Kac Vien, écrivain et porte-parole officieux du régime, notait par exemple dans un interview accordé au *Journal of Contemporary Asia* (du 2e semestre 1977) que, dans les cas où des désaccords se font jour avec un autre Etat ou un autre parti « frère », « notre attitude de principe est de faire connaître dans des réunions entre nos deux partis ou nos deux Etats notre position, mais de ne pas discuter publiquement de ces questions (...) afin de favoriser l'établissement de relations de solidarité entre les différents partis communistes du monde ».

C'est au nom de ce principe que les divergences politiques croissantes qui opposaient les partis vietnamien, khmère et chinois ont été cachées jusqu'à l'éclatement sanglant de conflits sur le terrain. C'est toujours au nom de ce principe que la direction vietnamienne se tait

sur les responsabilités, pourtant historiques et fort lourdes, de la direction soviétique, alors qu'elle a entamé un procès public du maoïsme et que, pour elle, la Chine n'est plus un Etat socialiste.

De façon plus générale, les conceptions programmatiques de la direction du PCV lui interdisent toute critique d'ensemble, radicale et proprement internationaliste du stalinisme. Et ce d'autant plus que la défense des «intérêts propres» (et immédiats) de «sa» révolution continue de primer sur tout le reste alors que la situation de la révolution vietnamienne dans l'arène internationale a changé après la victoire: le point de vue privilégié à travers lequel la situation du mouvement ouvrier mondial est jugé reste le point de vue national. C'est ce qui lui permet aujourd'hui de dire que la direction soviétique n'a commis que des «erreurs» (opportunistes et chauvines) alors que la direction chinoise, elle, a «trahi». C'est exprimer très étroitement l'évolution actuelle des rapports entre le PCV, le PCC et le PCUS, mais c'est aussi faire peu de cas de l'histoire du mouvement ouvrier mondial et des nombreuses révolutions sacrifiées par Staline et ses successeurs sur l'autel de la «construction du socialisme dans un seul pays».

Ces conceptions, enfin, ne sont étrangères ni aux justifications qui peuvent être données quant à l'évolution de la diplomatie vietnamienne, ni à l'usage qui était fait hier de l'idéologie de «concorde nationale» dans le programme du FNL et du GRP. Dans ces deux cas, les «nécessités» tactiques l'emportent sur le rôle d'éducation qui incomberait à une direction dont l'objectif serait de favoriser l'émergence d'organes prolétariens de pouvoir de type soviétique et qui se donnerait pour tâche de faire revivre un internationalisme militant. C'était précisément la raison pour laquelle la résolution adoptée en décembre 1972 par le CEI de la Quatrième Interna-

tionale dénonçait les références faites par la direction du PCV à l'idéologie de «concorde nationale», sans pour autant remettre en cause sa volonté et sa capacité de mettre à bas la domination impérialiste et bourgeoise dans son pays. Il était en effet du devoir des marxistes-révolutionnaires «d'expliquer clairement qu'il n'y a pas de 'concorde nationale' possible au Vietnam ou ailleurs, entre les classes exploiteuses et les classes exploitées», car, «même lorsque les ministres bourgeois d'un (éventuel) gouvernement de coalition sont les otages d'un pouvoir d'Etat de fait déjà prolétarien, leur présence (...)

DES INONDATIONS CATASTROPHIQUES

Pour la troisième année consécutive, le Vietnam est frappé par de graves calamités naturelles. Cet automne, elles atteignent les dimensions d'un véritable désastre national. 300 000 hectares de terres ont été noyées par des typhons au Nord du pays tandis que dans le delta du Mékong, 775 000 hectares sont ravagés par des inondations: au total, plus d'un million d'hectares de rizières ont été inondés à trois semaines de la récolte d'automne. C'est au moins 12% de la production de vivres qui sont ainsi détruits; et beaucoup plus vraisemblablement, si l'on en croit les dernières nouvelles qui nous parviennent, 20 à 25%. Il y a déjà environ deux millions de sinistrés dont les habitations ont dû être abandonnées. Le Laos a lui aussi été très durement touché - perdant peut-être la moitié de sa récolte - et même le Cambodge qui échappe généralement à ce genre de calamité grâce à l'action régulatrice du lac Tonle Sap semble avoir été frappé cette année.

ne peut ne pas désorienter la conscience de classe du prolétariat». Il n'y eut pas finalement de gouvernement de coalition au Vietnam. Pourtant, les mises en garde lancées par notre mouvement en 1972 - et auparavant - n'en ont pas moins trouvé leur raison d'être dans les difficultés ultérieures de la révolution vietnamienne. Lors d'un séminaire universitaire tenu à Paris, Nguyen Kac Vien reconnaissait en effet que si la bourgeoisie n'avait pas été immédiatement neutralisée, en avril 1975, alors qu'elle n'avait pas eu le temps de se préparer à résister aux mesures du gouvernement révolutionnaire, cela n'était pas dû

seulement à des difficultés objectives (comme l'absence d'un réseau de distribution étatique de rechange), mais aussi à une erreur politique qualifiée «d'er-

reur de droite» et commise, justement, au nom de l'idéologie de concorde nationale. Le prix de cette erreur semble avoir été très lourd, puisqu'il aura fallu presque trois années de heurts successifs pour briser la résistance de cette grande bourgeoisie commerçante du Sud-Vietnam.

LES TACHES ANTI-BUREAUCRATIQUES

Il ne s'agit évidemment pas de nier le droit à une direction révolutionnaire de passer des compromis, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Il est possible qu'il fallait tenter, au lendemain de la victoire, de développer une sorte de NEP (2) vietnamienne en s'attachant les services des industriels privés restés dans le pays et en cherchant à attirer les capitaux étrangers. Mais alors, il ne fallait pas pour autant laisser entendre, sans y croire d'ailleurs, que la «concorde» pouvait régner entre classes exploiteuse et exploitée. Il est probable qu'aujourd'hui, après l'échec de cette politique de NEP et la rupture avec la Chine, il soit nécessaire de s'appuyer plus sur le bloc soviétique et qu'il faille chercher à signer des accords diplomatiques et commerciaux avec les pays de la région. Mais on n'a pas le droit pour autant de laisser entendre que l'ASEAN peut cesser d'être la très réactionnaire et pro-impérialiste Association des Nations du Sud-Est asiatique et que les gouvernements thaïlandais, philippin et indonésien ont peut-être bien quelques vertus progressistes parce qu'Hanoï a besoin d'eux. Car alors, les compromis peut-être indispensables à la révolution vietnamienne, se paient un prix trop lourd, celui du niveau de conscience des masses vietnamiennes elles-mêmes, comme celui des militants qui combattent en Asie du Sud-Est leurs régimes réactionnaires.

Il ne s'agit pas non plus de tirer un trait d'identité facile entre Hanoi, Pékin et Moscou, sans se soucier outre mesure de ce que le PCV a su accomplir et des difficultés dans lesquelles se débat la révolution vietnamienne. Le régime vietnamien, comme d'ailleurs le régime cubain, ne jouent pas aujourd'hui le même rôle international que les régimes soviétique et chinois, de même qu'ils n'entretiennent pas des rapports identiques avec leurs populations respectives. Mais il s'agit de prendre note d'un triple constat.

Avec la victoire contre l'intervention impérialiste et la réunification du pays, la révolution vietnamienne est entrée dans une étape différente qui a mis à l'ordre du jour immédiat « des problèmes nouveaux (...) aussi bien dans les domaines de la reconstruction économique que dans celui de l'organisation sociale et politique » (résolution du Secrétariat unifié d'avril 1975). Ou plutôt on retrouve au cœur des difficultés actuelles des questions analogues à celles qui avaient secoué la RDVN lors de la crise de la réforme agraire de 1956 et de la répression des « 100 fleurs » vietnamiennes, questions qui avaient été partiellement estompées par l'engagement du Nord dans la seconde résistance. La coupure entre la population et une bureaucratie profiteuse s'est brusquement manifestée, si brusquement d'ailleurs que la direction du PCV s'en est profondément inquiétée. Les calamités naturelles, puis l'ouverture de la crise indochinoise n'ont fait qu'aggraver ces tensions sociales et politiques : les contradictions essentielles auxquelles le PCV doit faire face ne sont plus les mêmes que lors des montées révolutionnaires anti-impérialistes; l'appel à l'union face aux nouvelles « menaces extérieures » et la remobilisation n'y pourront durablement rien changer.

La situation est d'autant plus difficile que le régime a à faire, au Sud, à une population dont l'adhésion politique et la confiance envers la direction historique du PCV est bien moindre que ne l'était celle de la RDVN

dans les années cinquante et soixante, quand le gouvernement réussit, après de durs déboires et de sévères auto-critiques, à engager la paysannerie dans la constitution des coopératives, alors qu'il était incapable d'assurer simultanément la mécanisation de l'agriculture. Or, l'une des principales leçons des trois dernières années, c'est que si la direction du PCV manifeste une conscience aigüe de l'acuité de ces tensions sociales et politiques, elle s'est aussi avérée incapable d'opérer les réorientations programmatiques indispensables pour s'attaquer à la racine du danger bureaucratique. Parce que ces réorientations sont par trop étrangères à son histoire politique; parce qu'aussi, elle est elle-même, et au premier chef, partie prenante et tributaire de ce monde bureaucratique.

On retrouve donc au Vietnam les mêmes problèmes que ceux qui ont modelé - ou qui modèlent - l'évolution d'autres régimes issus de révolutions victorieuses, dirigés par des partis - qu'ils soient issus du Komintern stalinisé ou d'une origine différente - qui ont joué un rôle révolutionnaire indépendant en pratique de Moscou : révolutions yougoslave, chinoise, cubaine... C'est dire que les conditions qui ont permis à ces directions de jouer ce rôle indépendant n'ont pas suffi à les préparer aux tâches inhérentes aux sociétés de transition au socialisme, confrontées au problème de la croissance bureaucratique. On pourrait même dire que ce qui leur a permis d'affirmer leurs choix politiques indépendants, l'enracinement dans le cadre national de leur combat anti-impérialiste, rendait plus difficile la compréhension des racines des phénomènes bureaucratiques qui ne peuvent être pleinement appréhendés qu'à la lumière de l'expérience internationale du mouvement ouvrier : il n'y a pas de solution durable sans une double perspective militante de démocratie socialiste et d'internationalisme véritable.

Le Vietnam ne pouvait probablement échapper à l'évolution en cours que grâce à une

rapide poussée révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique, qui lui aurait évité l'isolement régional, et à une montée de luttes de classes dans les centres impérialistes qui auraient suscité la renaissance exemplaire d'organes soviétiques de pouvoir prolétarien. Cela ne s'est pas produit; au contraire, le poids du conflit sino-soviétique dans la région a eu des conséquences profondément néfastes sur le cours de la révolution vietnamienne.

La lutte antibureaucratique est d'ores et déjà objectivement à l'ordre du jour de la révolution vietnamienne. Pourtant, il n'existe aucune force politique à même d'avancer aujourd'hui au Vietnam un programme de démocratie socialiste. Il serait vain d'espérer que ce programme anti-bureaucratique puisse être mis demain en avant par le PCV et sa direction. Il ne peut naître que d'une nouvelle expérience des masses travailleuses vietnamiennes, l'expérience des contradictions de la société de transition qu'elles connaissent, aidées, espérons-le dans un avenir pas trop lointain, d'autres expériences révolutionnaires de masse, en Europe de l'Ouest ou en Chine. Les tâches antibureaucratiques, l'instauration d'un véritable régime de démocratie socialiste, ne pourront être réalisées que par une levée en masse des travailleurs vietnamiens, levée autonome, même si elle peut recevoir le soutien de nombreux militants et cadres de l'actuel PCV. Cela prendra évidemment du temps, mais telle n'en est pas moins l'une des leçons essentielles des progrès et des échecs de la révolution vietnamienne depuis la victoire de 1975.

Notes

1) Li Yizhe : « Chinois, si vous saviez... », document publié par Christian Bourgeois éditeur, 1976.

2) NEP : Nouvelle politique économique pratiquée par les bolcheviks de 1921 à 1924-25, assouplissant les mesures du « communisme de guerre », permettant un retour partiel du marché libre, de façon à encourager les investissements indispensables à un redémarrage minimal de l'économie.

Femmes

Encore une longue marche pour les femmes chinoises



Livio MAITAN

● Dans le contexte de son effort de «normalisation» politique et organisationnelle, le nouveau groupe dirigeant chinois a convoqué, du 8 au 17 septembre dernier, le IVe congrès de la Fédération nationale des femmes. Les trois premiers congrès avaient eu lieu à des échéances régulières et relativement rapprochées - en 1949, en 1953 et en 1957. Ensuite, dans l'esprit d'une tradition bureaucratique qui avait impliqué, entre autres, la non convocation du congrès du parti entre 1956 et 1969, aucun autre congrès ne fut organisé. Cela n'a pas empêché Kang Keh-tsing, veuve de Chu Teh, de faire son rapport au nom d'un comité exécutif élu... il y a 21 ans ! 2000 déléguées environ ont assisté au congrès (le compte-rendu officiel précise qu'elles appartenaient à 50 nationalités différentes) et ont voté le rapport, les nouveaux Statuts et la liste des 300 membres du nouveau comité exécutif à l'unanimité.

Après avoir repris tous les thèmes de l'orientation du groupe dirigeant actuel (surtout sur la base des décisions du XIe congrès et la Ve Assemblée nationale), Kang a précisé que «les quatre modernisations créeront les conditions matérielles et techniques pour socialiser et moderniser les travaux ménagers, alors que leur socialisation et leur modernisation libéreront davantage de femmes de leurs foyers et fourniront donc de nouvelles forces humaines pour les quatre modernisations» (1). En même temps, en s'associant aux dénonciations rituelles contre les Quatre, elle a remercié

le Comité central et le président Hua pour leur œuvre de désintoxication de la jeunesse qui avait subi l'influence néfaste aussi bien de la fameuse bande que du traître Lin Piao. Elle a prôné une combinaison étroite de l'éducation scolaire et sociale avec celle pratiquée dans le cadre familial.

Plus intéressant encore, le rapport donne une idée des problèmes qui se posent encore au moins à une partie non négligeable des femmes chinoises : «*Ces dernières années, à cause des interférences de Lin Piao et des Quatre, un marchandage concernant le mariage a eu lieu et des parents sont intervenus arbitrairement dans le mariage de leurs enfants; les idées bourgeoises, voire féodales, ont eu cours de nouveau; et des femmes ont été souvent persécutées... Il faut propager largement l'indépendance dans le mariage, encourager le mariage tardif, recommander de célébrer les noces avec économie et combattre les marchandages...*»

En d'autres termes, ce sont encore des objectifs démocratiques élémentaires qui doivent être réalisés.

Ajoutons que le congrès a sanctionné pour sa part la politique de planification des naissances et de contrôle démographique qui semble définitivement adoptée par les dirigeants chinois. Rappelons que l'objectif est de réduire le taux de croissance de la population à moins de 1% dans le délai de trois ans

Le texte de Kang énonce, finalement, des normes en ce qui concerne aussi bien les rapports

entre hommes et femmes que la vie familiale. «*Les jeunes gens - est-il expliqué - doivent fonder leur amour sur un même idéal révolutionnaire pour lequel ils travailleront ensemble, et non sur la recherche des intérêts pécuniaires et matériels*». Quant aux familles, elles devront être de «type nouveau». «*Il faut vivre de manière économe, planifier les dépenses, pratiquer l'égalité entre homme et femme, partager rationnellement les travaux ménagers, respecter les vieux parents et leur accorder des soins, élever ensemble les enfants, discuter ensemble des problèmes et, s'il y a des contradictions, les résoudre par des discussions démocratiques. Il faut faire table rase des tendances patriarcales du féodalisme et des idées égoïstes de la bourgeoisie*».

Sans contester l'utilité de ces conseils, il faut, toutefois, noter qu'aucune mention n'est faite sur l'avenir de la famille en tant qu'institution. La perspective semble être celle d'une éternisation de la famille nucléaire, dûment réformée. En même temps, toute une série d'autres aspects de la problématique avancée internationalement par le mouvement de libération de la femme semble ignorée aussi.

La «moitié du ciel» chinoise a encore une longue marche à accomplir.

NOTE

1) Voir «Pékin Information», no 39. Les quatre modernisations sont : celle de l'industrie, celle de l'agriculture, celle des forces armées et celle de la science et de la technologie.

JAPON : Création de la Ligue socialiste des femmes

Kawasaki MUTSUGORO

Nous publions ci-dessous un article qui nous est parvenu du Japon, après la réunion de la conférence de fondation de la Ligue socialiste des femmes, en août 1978.

Le mouvement femme japonais a été profondément marqué par l'entrée massive d'une main-d'œuvre féminine dans la production durant et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pendant longtemps, les principales organisations féminines furent constituées par l'Association nationale des mères animée par le Parti communiste japonais et organisée essentiellement sur une base locale; et par les commissions syndicales du Sohyo, le principal syndicat japonais, fort surtout dans le secteur public, dirigé par le Parti socialiste et dans lequel le PCJ n'intervient que comme force minoritaire.

La main-d'œuvre féminine est évidemment la première à avoir été frappée par le ralentissement de la croissance économique japonaise. Le Premier ministre Fukuda a même présenté un plan gouvernemental qui vise essentiellement à rationaliser et institutionnaliser cet état de fait en poussant les femmes à quitter la production au moment de la naissance de leur premier enfant pour n'y revenir qu'après que le dernier rejeton ait suffisamment grandi pour aller à l'école. Il ne resterait plus alors à ces femmes qu'à accepter des emplois sous-payés et déqualifiés.

C'est dans ce contexte d'attaque frontale contre les droits des femmes au Japon - marqué aussi par des luttes locales où des travailleuses ont joué des rôles importants - que la Ligue socialiste des femmes a été constituée.

Le 26 août 1978, plus de 70 déléguées et observatrices assistaient à la Conférence de fondation de la Ligue des femmes socialistes. Les femmes présentes, qui venaient de tout le Japon, ont élu un Comité national et elles ont discuté de la situation des femmes au Japon et en Asie, ainsi que de leurs futures activités.

Cette conférence était le point culminant d'un travail de préparation de sept années de la part de l'équipe de *Fujin*

Tsushin (La correspondance des femmes) et de toutes celles qui soutiennent ce journal mensuel. Ce dernier est publié par les femmes de la JCRL (Section japonaise de la IVe Internationale) et la plupart de ses lectrices sont des militantes actives du mouvement des femmes, dont beaucoup ont été membres de la JCY (Jeunesse communiste japonaise - organisation de jeunesse de la JCRL).

Le jour suivant, le 27 août, 330 femmes ont assisté à un meeting de commémoration.

Parmi les oratrices, outre les dirigeantes nouvellement élues de la Ligue, se trouvaient des membres de la JCRL, de la JCY, de la Ligue de libération Buraku (1) et des paysannes de la communauté agricole de Sanrizuka, communauté menacée de destruction du fait de la volonté du gouvernement japonais d'achever la construction de l'aéroport de Narita (2).

Des messages de salutation étaient parvenus à la Conférence d'Australie, de Nouvelle Zélande et du Secrétariat unifié de la IVe Internationale. De plus, une camarade du SWP américain, Jean Tussey, intervint sur la lutte pour le droit des femmes aux États-Unis, et en particulier sur la lutte pour l'Era (amendement constitutionnel sur les droits égaux).

Bien que beaucoup de membres de la Ligue socialiste des femmes soient des sympathisantes de la IVe Internationale, il a été souligné que l'organisation est un groupe autonome et indépendant, qui cherche à gagner à ses activités des femmes progressistes appartenant à des courants politiques divers. La Ligue fonctionnera selon les principes du centralisme démocratique, garantissant ainsi à tous ses membres le plein exercice de leurs droits démocratiques, tout en s'assurant que les décisions majoritaires soient appliquées par l'organisation tout entière.

La Ligue reprendra à son compte la publication de *Fujin Tsushin*, utilisant ce journal

conférences sur la libération des femmes

Alexandra
Kollontai



pour impulser un mouvement indépendant de masse, axé sur les luttes actuelles des femmes. Une représentante de la Ligue a affirmé que pour elles, l'oppression des femmes était enracinée dans la société de classe et dans le système de la propriété privée, et qu'elle ne pourrait être éliminée qu'avec le renversement du capitalisme. Etant donné que cette oppression existe depuis des milliers d'années, il faut qu'il existe un mouvement de femmes réellement indépendant pour prendre en charge et imposer victorieusement les exigences actuelles des femmes.

consacre le plus clair de son temps à chercher des moyens pour que les mères soient assurées de voir leurs enfants reçus dans les écoles et les universités les plus prestigieuses.

Par ailleurs, lors de luttes récentes, les militantes regroupées autour de *Fujin Tsushin* ont réussi à engager de nombreuses femmes, antérieurement inactives dans un combat conscient pour leurs droits, en tant que femmes et en tant que travailleuses. En plus de leur soutien à la lutte de Sanrizka contre le nouvel aéroport international de Tokyo, elles se sont illustrées

présentent un tiers de la main-d'œuvre et elles ont joué un rôle important dans la lutte.

Fujin Tsushin s'est aussi engagé dans le soutien aux luttes d'habitants contre les centrales nucléaires, particulièrement à ONAGAWA, où des pêcheurs et des habitants combattifs s'opposent frontalement à la construction d'installations et où ils ont mené une lutte sévère contre le gouvernement, avec l'aide de plusieurs autres groupes; ainsi que dans la lutte contre la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer traversant la ville de Yokohama, au sud-est



Une séance de la conférence de fondation de la Ligue socialiste des femmes

Cette position se démarque totalement de celle du groupe de femmes qui reste encore le plus important au Japon : la « Conférence nationale des mères », contrôlée par le Parti communiste et qui a tenu récemment sa vingt-quatrième rencontre annuelle. Lorsque cette organisation a été formée, il s'agissait d'une force relativement progressiste, mobilisant les femmes sur le mot d'ordre : « *Contre la guerre, pour la démocratie* ». Aujourd'hui, cependant, ce groupe a dégénéré au point d'être complètement inactif sur les problèmes des femmes; il

par leur participation à l'occupation de « Petri Camera » où une bataille est engagée contre la fermeture de cette entreprise et pour le maintien des emplois de ceux qui y travaillent. Cette usine, qui emploie quelque deux cents travailleurs et travailleuses, a été délibérément mise en banqueroute par ses propriétaires après une longue lutte, finalement victorieuse, pour la reconnaissance d'un syndicat indépendant. Contrairement à la plupart des entreprises au Japon, les femmes qui travaillent à temps partiel à la Petri sont syndiquées. Elles re-

de Tokyo, qui menace d'expulsion de nombreuses personnes et qui provoquerait d'importantes nuisances (bruits, vibrations...).

Une autre campagne porte sur le soutien aux ouvrières de l'usine de filatures de coton *Tong II*, en Corée du Sud. Après une lutte héroïque, ces femmes sont parvenues à transformer le syndicat de l'entreprise contrôlé par les bureaucrates, en une organisation indépendante représentant leurs intérêts. Elles doivent faire face non seulement à la colère des

patrons et du gouvernement, mais aussi à celle des bureaux syndicaux qui avaient engagé toutes leurs forces pour anéantir ce nouveau syndicat. Un soutien international s'impose, pour venir en aide à ces femmes dans leur lutte.

Les revendications de la Ligue des femmes socialistes sont en quelque sorte une synthèse des exigences mises en avant dans ces diverses luttes. Les attaques les plus brutales portées actuellement contre les femmes japonaises sont celles qui touchent les travailleuses ayant des enfants. Etant donné qu'il est très difficile d'avoir accès à une forme quelconque de garde des enfants - sans même parler de crèches gratuites - beaucoup de femmes qui voudraient travailler ne peuvent pas le faire. Et comme la crise capitaliste diminue les profits, les femmes sont les premières à être expulsées de leur travail. On estime que près de 20 millions de femmes étaient salariées durant le boom des années 60 et du début des années 70, mais aujourd'hui, beaucoup d'entre elles ont perdu leur travail. Il est difficile d'arriver à savoir exactement combien étant donné que le chômage des femmes est plus facile à masquer dans les statistiques. C'est pourquoi l'une des revendications essentielles de la Ligue, c'est le droit pour les

femmes de continuer à travailler, et, parallèlement, le refus des discriminations qui confinent les femmes dans les travaux les plus ennuyeux, les plus dégradants et les plus mal payés. Pour lutter contre ces mesures de discrimination, il est notamment indispensable d'obtenir des services adéquats pour l'éducation et la garde des enfants : ces deux combats sont quasiment inséparables.

Aujourd'hui, au Japon, les femmes sont également confrontées à une attaque idéologique directe en ce qui concerne leur statut dans la société. Le dernier champion en date dans la lutte contre la prise de conscience des femmes, c'est le Parti libéral démocratique. Ce dernier a élaboré un « programme de participation sociale » visant à « donner aux femmes une place plus juste dans la société et à les encourager à prendre part aux activités sociales ». Ce programme, qui est soutenu avec enthousiasme par les partis communiste et socialiste, n'est cependant rien d'autre, sous couvert de « volontariat », qu'une tentative d'imposer aux femmes le « travail communautaire », c'est-à-dire la prise en charge des vieux et des malades ainsi que d'autres tâches que les autorités locales refusent de continuer à subventionner.

La Ligue des femmes socialistes propose une alternative aux femmes qui veulent prendre une part plus active dans la société. En organisant les femmes dans des actions de solidarité avec les luttes, en particulier les luttes de femmes qui se développent dans tout le Japon et l'Asie pour des conditions de vie décentes, elles montreront la voie et feront un pas en avant vers le jour où les femmes jouiront d'une égalité totale dans la société.

12 septembre 1978

Notes

1) Les « Burakumin » forment une minorité opprimée dans la société japonaise. Elle ne se distingue pourtant du reste de la société ni par l'ethnie, ni par la langue, ni par la religion.

Cette communauté est formée des descendants de ceux qui, dans le Japon précapitaliste, faisaient les travaux « impurs » du point de vue bouddhiste : abattage des animaux, tanage du cuir, etc. Ils continuent aujourd'hui à être discriminés dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, des mariages, etc.

2) C'est à Narita que le gouvernement japonais a décidé de construire le nouvel aéroport international de Tokyo malgré la profonde résistance des villageois locaux, résistance qui ne s'est pas démentie depuis 12 ans; voir « Inprecor », numéro 30 du 8 juin 1978.

Document

Le deuxième tome des œuvres de Trotsky est paru

La déclaration des quatre du 26 août 1933

Les EDI (Editions et documentations internationales) viennent de publier le deuxième volume d'une longue série prévue par l'Institut Léon Trotsky (voir *Inprecor* numéros 28 et 29). « La déclaration des 4 », publiée ci-dessous, est à coup sûr, l'un des textes fondamentaux de ce recueil concernant la période de juillet à octobre 1933. Non seulement on y retrouve l'analyse de la dégénérescence des internationales ouvrières II et III; mais encore on comprend dans quelle mesure Trotsky entendait construire la IVe Internationale en fusionnant les noyaux « bolcheviks-léninistes » nés de la période d'opposition interne à l'IC et aux PC jusqu'en 1933 aux organisations socialistes de gauche, « centristes », bloquées dans leur évolution vers le communisme par la politique stalinienne et pour qui l'appel de l'Opposition à construire des PC et une internationale indépendants peut constituer une perspective décisive.

● Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, ont unanimement décidé d'unir leurs efforts pour travailler ensemble à la régénération du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale. Comme base de leur activité, elles posent les principes suivants :

1. La crise mortelle du capitalisme impérialiste qui a dérobé le sol sous les pas du réformisme (Social-démocratie, IIe Internationale, bureaucratie de la Fédération syndicale internationale (1)), pose impérativement la question de la rupture avec la politique réformiste, la mise à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne comme l'unique moyen de transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2. Le problème de la révolution prolétarienne possède, par sa nature même, un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat doit cependant, dans tous les pays où les conditions historiques sont mûres, conduire la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration mondiale. Les signataires repoussent donc absolument la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3. Il faut rejeter avec non moins d'énergie la théorie des austro-marxistes (2), centristes et réformistes de gauche qui, sous le prétexte du caractère international de la révolution socialiste, préconisent, en ce qui concerne leur propre pays, une attitude passive et attentiste, livrant ainsi dans la réalité le prolétariat aux mains du fascisme. Un parti prolétarien qui se refuse à prendre le pouvoir dans les conditions historiques présentes commet la pire des trahisons. Le prolétariat victorieux dans un seul pays doit renforcer sa dictature nationale par une construction socialiste, laquelle demeure nécessairement inachevée et con-

tradictoire jusqu'à ce que la classe ouvrière victorieuse se soit emparée du pouvoir politique dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. En même temps, la classe ouvrière victorieuse dans un seul pays doit diriger tous ses efforts en vue de l'extension de la révolution socialiste aux autres pays. La contradiction entre le caractère national de la prise du pouvoir et le caractère international de la société socialiste ne peut être résolue que par une courageuse action révolutionnaire.

4. La IIIe Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, a posé les principes de la politique prolétarienne à l'époque de l'impérialisme et donné au prolétariat mondial les premières leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir; elle est tombée victime d'un enchaînement de contradictions historiques. Le rôle traître de la social-démocratie, l'absence de maturité et l'inexpérience des partis communistes ont conduit à la défaite des mouvements révolutionnaires d'après-guerre en Orient comme en Occident. L'isolement de la dictature prolétarienne dans un pays arriéré a conféré une puissance extraordinaire à la bureaucratie soviétique toujours plus conservatrice et nationalement bornée. L'état de dépendance servile des sections de l'IC vis-à-vis de la direction soviétique a conduit à son tour à une nouvelle série de graves défaites, à la dégénérescence bureaucratique de la théorie et de la pratique des partis communistes et à leur affaiblissement en tant qu'organisations. Pire encore, l'Internationale communiste, non seulement s'est révélée incapable de remplir son rôle historique, mais elle est devenue en outre de plus en plus un obstacle sur la voie du mouvement révolutionnaire.

5. La montée du fascisme en Allemagne a soumis les organisations de la classe ouvrière à une épreuve décisive. La social-démocratie a confirmé une fois de plus le jugement porté sur elle par Rosa Luxembour et s'est montrée pour la deuxième fois un « cadavre puant ». La victoire sur les organisations, les idées et les méthodes du réformisme est la condition préalable indispensable de la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

6. C'est avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne ont dévoilé l'effondrement de l'Internationale communiste. En dépit de ses quatorze années d'existence, en dépit de l'expérience acquise au cours de batailles gigantesques, en dépit du soutien moral de l'Etat soviétique et de l'importance de ses moyens de propagande, le Parti communiste d'Allemagne, dans des conditions de crise économique, sociale et politique grave, extrêmement favorables pour un parti révolutionnaire, a démontré son absolue incapacité révolutionnaire. Il a ainsi démontré sans appel qu'en dépit de l'héroïsme de beaucoup de ses membres, il était devenu parfaitement incapable de remplir son rôle historique.

7. La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui plonge les masses laborieuses dans une misère sans précédent, le mouvement révolutionnaire des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres qui menacent de détruire l'ensemble de la civilisation humaine - telles sont les conditions qui exigent de façon impérative le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une *nouvelle Internationale*. Les organisations soussignées s'engagent à employer

toutes leurs forces à la formation de cette Internationale dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques établis par Marx et Lénine.

8. Tout en étant prêtes à collaborer avec toutes les organisations, groupes et fractions qui sont en train d'évoluer réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique marxiste révolutionnaire, les organisations soussignées déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne saurait tolérer aucun esprit de conciliation vis-à-vis du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être obtenue ni par la combinaison des conceptions réformistes et des conceptions révolutionnaires, ni par l'adaptation à la politique stalinienne, mais seulement par le combat contre la politique des deux Internationales faillies. Pour demeurer à la hauteur de cette tâche, la nouvelle Internationale ne peut se permettre aucune déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique de l'Etat, etc.

9. Par ses bases de classe, ses fondements sociaux, la forme incontestablement dominante de propriété, l'URSS demeure aujourd'hui encore un Etat ouvrier, c'est-à-dire un instrument pour la construction d'une société socialiste. La nouvelle Internationale inscrira sur son drapeau comme l'une de ses tâches les plus importantes la défense de l'Etat soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure. C'est précisément la défense révolutionnaire de l'URSS qui nous fait l'impérieux devoir de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence corruptrice de l'Internationale stalinienne et de construire

une nouvelle Internationale. C'est seulement à la condition de l'indépendance complète des organisations prolétariennes internationales vis-à-vis de la bureaucratie soviétique et du travail pour démasquer impitoyablement, aux yeux des masses ouvrières, ses méthodes erronées, qu'il est possible de défendre victorieusement l'Union soviétique.

10. La démocratie du parti est une condition préalable nécessaire d'un développement sain des partis prolétariens révolutionnaires à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale. Sans liberté de critique, sans élection des responsables du haut en bas, sans le contrôle de l'appareil par la base, aucun parti révolutionnaire véritable n'est possible.

La nécessité du secret, dans les conditions d'illégalité, modifie profondément les formes de vie interne d'un parti révolutionnaire et rend difficiles, sinon presque impossibles, les discussions larges et des élections. Mais, même dans les conditions et circonstances les plus difficiles, les revendications fondamentales pour un régime sain du parti conservent toute leur force : information honnête sur le parti, liberté de critique et réelle unité interne autour de la direction et de la majorité du parti. Après avoir étouffé et écrasé la volonté des ouvriers révolutionnaires, la bureaucratie réformiste a transformé la social-démocratie et les syndicats en organismes impuissants malgré des membres qui se comptent en millions. En étouffant la démocratie interne, la bureaucratie stalinienne a du même coup étouffé l'Internationale communiste. La nouvelle Internationale, de même que les partis qui y adhéreront, devront contruire toute leur vie interne sur la base du *centralisme démocratique*.

11. Les organisations soussignées ont créé une commission permanente de leurs représentants et lui ont assigné les tâches suivantes :

- l'élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale;
- la préparation d'une étude critique de l'ensemble des organisations et tendances du mouvement ouvrier actuel (le commentaire théorique du manifeste);
- l'élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat;
- la représentation des organisations soussignées devant les yeux du monde entier, l'organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour la nouvelle Internationale, la transmission du matériel ci-dessus mentionné à toutes les organisations et groupes adhérents ou sympathisants et aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion générale de fond sur les principes de la nouvelle Internationale.

Secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale : E. BAUER.

Sozialistische Arbeiterpartei (SAP) d'Allemagne : J. SCHWAB.

Revolutionair Socialistische Partij (RSP) de Hollande : H. SNEEVLIET.

Onafhankelijk Socialistische Partij (OSP) de Hollande : P. J. SCHMIDT.

NOTES

1) La Fédération syndicale internationale d'inspiration réformiste, dont le siège était à Amsterdam, était appelée « Internationale jaune » par les communistes et les partisans de l'Internationale syndicale rouge dont le siège était à Moscou.

2) Le terme « austro-marxisme » est appliqué, avec ou sans nuance péjorative, à la social-démocratie autrichienne.